

Table des matières

Table des matières.....	1
Y aurait-il de “bons” terroristes ?.....	1
ASALA, PKK... : Saddam Hussein recrute.....	3
L'Asala : chronologie.....	3
Le Parti des Travailleurs du Kurdistan, PKK.....	11
Histoire, organisation.....	12
Chronologie.....	13
Allégeances et alliances.....	21
Activité en Europe.....	22
“Réseau Apple” : un groupe maoïste danois au service du FPLP, 1968 - 1988.....	23
Le COSE-FPLP.....	24
Le Département international du FPLP.....	25
Histoire du KAK (1963-78), puis KAG (1978-88).....	26
L'apparence du KAG : un groupe révolutionnaire légal, voué aux actions charitables.....	27
Le “mariage” KAK-KAG / FPLP.....	27
Les activités clandestines du KAG.....	28
Le procès du KAG.....	31
Conclusion.....	31
Annexes.....	31
“Etudions consciencieusement la pensée militaire du Président Mao”.....	35
Sélection des “Ecrits militaires” de Mao Zedong.....	40
La “Conférence internationale de soutien à la révolution islamique en Palestine” Téhéran, octobre 1991.....	49
La “Troisième conférence internationale de soutien à l'Intifada islamique en Palestine” Beyrouth, décembre 1991.....	53
Proche-orient : les règles du Jeu : Extrait d'une interview de Nizamettin Tas,.....	55
Lectures.....	55

Y aurait-il de “bons” terroristes ?

François Haut

Dev. Sol colle librement des affiches sur les murs de Paris et assassine à Istanbul— Le PKK est officiellement représenté en France et pratique la “lutte armée” en Turquie— L'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie, renaissante, revendique son premier attentat en huit ans, contre un diplomate Turc— Depuis Paris ! Le point commun entre ces mouvements ? Ils combattent la Turquie, parfois ensemble, comme le PKK et l'Asala en Anatolie orientale.

Terroristes incontestables au dehors de nos frontières (bombes dans des supermarchés, mitraillages d'autobus en pleine rue—), ces groupes violents jouissent en France d'une étonnante considération : on abrite ces ennemis actifs de la Turquie sur notre sol, on les fait profiter de notre droit d'“asile” : serait-ce de “bons” terroristes ?

Pourtant, notre pays est signataire de diverses conventions internationales destinées à combattre le terrorisme, quel que soit sa nature. Pourtant, le pouvoir judiciaire français agit activement pour faire condamner ceux qui ont provoqué l'attentat contre le DC10 d'UTA ; ce débat dépassant largement nos frontières. Pourtant, l'émotion soulevée par l'arrivée de Georges Habbache à Paris, il y a quelque temps, était extrême.

Pourquoi alors cette ambiguïté, peut-être même, pour certains, cette complicité ? Il ne s'agit plus seulement ici d'affinités intellectuelles avec un quelconque mouvement de libération ou une organisation révolutionnaire idéaliste : il s'agit de soutien, d'aide, de protection même, à des groupes combattants dont la violence est avérée, massive, habituelle, comme l'exposent les textes qui suivent.

Pourquoi ce comportement de la France vis-à-vis d'un pays allié ?

Durant la guerre du Golfe et depuis les élections du 20 octobre 1991, la Turquie a clairement opté pour la transition démocratique en donnant l'exemple du réalisme et de la maturité politiques. Mais si son régime semble solide, il est manifeste que la forte poussée islamique doublée de manifestations terroristes ne peuvent, à terme, que le fragiliser. Or aujourd'hui, ce pays constitue un enjeu régional, à la fois facteur de stabilité économique et de résorption des tensions politiques. Et cela, la France ne peut l'ignorer.

L'amitié entre nos deux pays est ancienne : on se souviendra, par exemple, de l'affinité entre nos deux systèmes juridiques - ne serait-ce qu'à travers le concept de Conseil d'Etat. Un modèle économique désormais plus libéral, comme l'ouverture du pays aux capitaux étrangers ou le programme de privatisations, devraient encore resserrer ces liens. Les chiffres montrent d'ailleurs que les échanges entre la France et la Turquie sont en hausse croissante : 8,1 milliards de francs en 1988 pour 12 en 1990; les deux pays sont réciproquement 4ème fournisseur et 4ème client.

Qui plus est, depuis l'atomisation de l'empire soviétique, la Turquie est désormais la puissance régionale, fédératrice d'un marché de libre-échange de la mer Noire. Elle a lancé en 1989 l'idée de cette zone de coopération économique, qui s'est formalisée le 3 février 1992 lors de la réunion à Istanbul de neuf représentants de pays riverains auxquels se sont ajoutés ceux d'Arménie et d'Azerbaïdjan. Le développement économique de la Turquie lui permet de jouer un rôle prépondérant dans cette entreprise.

Elle bénéficie d'un atout pour réussir : la communauté de langue. La plupart des peuples d'Asie centrale - 150 millions de Kazakhs, Kirghiz, Ouzbeks, Turkmens, Yakoutes - sont turcophones : un territoire qui s'étend jusqu'au Xinjiang et comprend une grande partie de l'actuelle "zone grise" asiatique. A l'exception de minorités chi'ites et persanophones, ces peuples, majoritairement sunnites hanéfites, sont naturellement tournés vers la Turquie et semblent favoriser l'économie de marché et la laïcité sur fond d'Islam. Ne se considèrent-ils d'ailleurs pas comme des "républiques Turques", selon les termes du Président Kirghiz Askar Akaiev, qui voit en la Turquie "l'étoile qui guide leurs pas—" ?

Face à l'Iran encore révolutionnaire, mécène de tant d'actions violentes, la Turquie est bien un élément d'ancrage, favorisant autour d'elle stabilité politique et développement économique, selon des schémas qui ne sont pas éloignés des nôtres et peuvent offrir à terme alliances et débouchés.

Nous avons pris dans cette revue le double parti de toujours souligner la réalité, qui seule a de la valeur et de contribuer, par nos études, à la lutte contre le terrorisme, d'où qu'il vienne. Voilà pourquoi, entre des groupes qui ne connaissent que la violence et une puissance émergente, de surcroît proche de la France, nous disons qu'il est temps de choisir.

ASALA, PKK... : Saddam Hussein recrute

Plus les injonctions des Nations-Unies se font pressantes, plus les armées coalisées se font menaçantes, plus les manoeuvres indirectes destinées à entraîner sa chute se précipitent et plus Saddam Hussein se voit contraint de riposter et de préparer sa vengeance. L'écrasement de son armée, la menace que font peser sur lui les forces de la coalition lui laissent comme seule arme celle du terrorisme : et de fait, depuis l'été 1991, les services spéciaux irakiens ont recruté et encadré -tout ou partie- d'au moins deux organisations particulièrement dangereuses, le Parti des travailleurs du Kurdistan, PKK et l'Armée Secrète Arménienne pour la Libération de l'Arménie, Asala. Elles sont, d'ailleurs, déjà passées à l'acte en frappant leur cible la plus immédiate, la Turquie.

Le 20 décembre, l'ambassadeur turc en Hongrie n'a échappé à la mort -six balles de gros calibres tirées de près-que grâce à sa voiture blindée. Un acte revendiqué -depuis Paris- par l'Asala. Ce groupe, né dans la communauté arménienne du Liban, s'est rendu tristement célèbre en commettant, entre 1975 et 1984, 22 meurtres et 130 attentats, dont 35 en France (voir plus bas, la chronologie de l'ASALA). C'est l'un des plus graves de ceux-ci, le massacre de l'aéroport d'Orly (9 morts, 56 blessés en juillet 1983) qui va perdre l'Asala, totalement démantelée en moins de six mois par la DST. Depuis, elle conservait une base près d'Anjar, ville de la vallée libanaise de la Bekaa sous contrôle syrien, et, déchirée de scissions, ne se manifestait plus que par l'envoi, chaque année de quelques rares communiqués.

Or, peu après l'attentat de Budapest, la "Direction de la sécurité" d'une Asala requinquée expédie, à ses sympathisants de par le monde, une circulaire attaquant violemment son ex-protecteur syrien : façon de rendre publique son alliance nouvelle avec Saddam Hussein.

Seconde recrue des SR irakiens : Le Parti des travailleurs du Kurdistan, PKK (voir plus bas, chronologie). En contact avec les services irakiens depuis deux ans déjà, le PKK a été gratifié par ceux-ci, au cours des mois d'août et septembre 1991, d'énormes stocks d'armes de fabrication chinoise : mortiers de 120mm., mitrailleuses lourdes, artillerie anti-aérienne. Du coup, les raids du PKK en territoire turc prennent l'allure d'opérations militaires. En décembre dernier, 500 de ses combattants dotés d'armement lourd ont attaqué une caserne proche de la frontière irakienne : 17 militaires turcs tués. Fait nouveau, le PKK s'est également lancé dans le terrorisme urbain : en décembre toujours, 50 de ses militants ont attaqué à la grenade incendiaire un supermarché d'Istanbul : 11 morts, 17 blessés.

Saddam a de bonnes raisons de frapper d'abord la Turquie : il entend ainsi dissuader ce pays d'entrer dans la coalition constituée depuis l'été 1991 -et dans la plus grande discrétion- par l'Arabie saoudite, la République islamique d'Iran et... les Etats-Unis, pour le renverser. Un plan prévoyant de faire éclater le noyau dur du régime entre les deux branches d'une tenaille constituée, au sud, par le Conseil supérieur de la révolution islamique d'Irak de l'ayatollah Mohamed-Bakr al-Hakim et, au nord, par l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani.

L'Asala : chronologie

1975 :

Janvier : attentat à la bombe, à Beyrouth, contre le siège du Conseil mondial des Eglises.

Septembre : par un tract adressé à l'AFP d'Athènes, l'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie annonce, le 17 septembre, sa naissance formelle : “ Le temps est arrivé pour notre peuple de se redresser et d'exprimer sa volonté au moyen de la lutte révolutionnaire armée, seule solution pour réagir contre la menace turque réactionnaire. ”

Octobre : L'Asala annonce son entrée en action par un communiqué émanant de Beyrouth. Assassinat, à Vienne, de l'ambassadeur de Turquie.

. Assassinat, à Paris, de l'ambassadeur de Turquie et de son chauffeur. Ces deux attentats sont revendiqués par un appel téléphonique à l'AFP de Beyrouth. Celui de Vienne au nom du “Commando Boldikian : une militante tuée à Beyrouth le 21 septembre dernier”. Celui de Paris par le “Commando Kurken Menikian, un militant détenu dans les prisons de l'impérialisme américain”. En conclusion : “L'Armée secrète arménienne fait savoir qu'elle poursuivra ses ennemis impérialistes et leurs alliés turcs dans toutes les parties du monde. Attendez-vous prochainement à de nouvelles opérations.”

Décembre : attentat —tir d'une roquette— à Beyrouth, contre l'ambassade de Turquie.

1976 :

Février : assassinat, à Beyrouth, du premier secrétaire de l'ambassade de Turquie “espion turc en contact avec les services de renseignement sionistes-impérialistes”.

. Le lendemain, à Beyrouth, trois diplomates turcs sont blessés dans une fusillade.

Mai : attentats à la bombe, à Zürich, contre le consulat de Turquie et une banque turque.

1977 :

Mai : attentat à la bombe, à Paris, contre l'Office du tourisme turc.

Octobre : mitraillage, à Athènes, de voitures diplomatiques turques.

1978 :

Août : attentat à la bombe, à Istanbul, sur le pont de Galata.

Octobre : attentat à la bombe à Istanbul sur un débarcadère. Attentat à la bombe à Ankara, près des locaux des Nations-unies, devant une statue d'Ataturk et un bâtiment militaire.

Décembre : attentat à la bombe, à Genève, contre les locaux des Turkish Airlines (Thy).

1979 :

Mai : attentat à la bombe (2 bombes), à l'aéroport d'Istanbul, juste avant l'arrivée d'un officiel américain.

Juillet : trois attentats à la bombe, à Paris, contre l'Office du tourisme turc, Thy, et le service du travail de l'ambassade.

Août : attentat à la bombe, à Genève, contre le consulat général de Turquie.

. Attentat à la bombe, à Francfort, contre Thy.

Septembre : deux bombes sont désamorçées avant d'exploser, dans les lavabos de l'aéroport d'Ankara.

Octobre : attentat à la bombe, à Milan, contre Thy.

. Attentat à la bombe, à Copenhague, contre Thy.

. Attentat à la bombe, à Rome, contre Thy.

Novembre : attentats à la bombe, à Paris, contre les bureaux de Thy, K.l.m. et Lufthansa.

Attentats à la bombe, à Madrid contre les bureaux de British Airways, T.w.a., Pan Am et Alitalia.

Décembre : attentat à la bombe, à Londres, contre Thy.

. Attentat à la bombe, à Rome, contre Air France, Iran Air, British Airways, Philippine Airlines, et l'Office du tourisme des Etats-Unis.

. Attentat à la bombe dans l'aéroport d'Istanbul.

1980 :

Février : attentats à la bombe, à Rome, contre les bureaux de Swissair, Lufthansa et El Al.

Mars : attentats à la bombe, à Rome, contre Thy et l'Office de tourisme turc : 2 morts, 15 blessés.

Juillet : assassinat, à Athènes, d'un attaché d'ambassade turc et de sa fille.

Août : attaque à la roquette, à Marseille, contre le consulat de Turquie.

. Attaque contre le consulat de Turquie à Lyon. Un tireur blesse 5 personnes.

Septembre : tentative d'assassinat, à Paris, à son domicile, de l'attaché de presse de l'ambassade de Turquie, qui est grièvement blessé.

Octobre : une bombe (en fabrication) explose dans un hôtel de Genève, blessant deux Arméniens, Alec Yenikomchian (grièvement) et Suzy Machedjian, citoyenne américaine, (légèrement). Ils retournent à Beyrouth après leur condamnation en février 1981

. Attentat à la bombe, à Londres, au Centre suisse de Leicester Square.

. Attentat à la bombe, à Milan, contre Thy et une société d'édition italienne. Attentat à la bombe, à Londres, contre Thy.

. Attentat à la bombe contre l'Office de tourisme suisse de Paris.

. Attentat à la bombe, à Beyrouth, contre les locaux de Swissair.

. Attentat à la bombe, à New York, contre la mission turque à l'Onu.

. Série d'attentats, à Beyrouth, contre l'ambassade de Suisse, la résidence de l'ambassadeur et la voiture de l'attaché de presse de l'ambassade.

. Attentats à la bombe, à Los Angeles, contre le consulat de Turquie et une agence de voyages turque.

. Attentat à la bombe, à Madrid, contre les locaux d'Alitalia. Attentat à la bombe, à Marseille, contre le consulat suisse.

Novembre : attentat à la bombe, à Rome, contre les bureaux de Swissair et de l'Office de tourisme suisse : 7 blessés.

. Attentat à la bombe, à Strasbourg, contre les locaux du consulat de Turquie. Acte revendiqué conjointement par l'Asala et un groupe révolutionnaire kurde.

. Attentat à la bombe, à Genève, contre le palais de justice. Deux attentats à la bombe, à Rome, contre Thy.

. Attentat à la bombe, à Genève, contre le siège de l'Union des banques suisses.

Décembre : attentats à la bombe, à Madrid, contre les locaux de Swissair et de la T.w.a.

. Attentats à la bombe, à Londres, contre Swissair et l'Office de tourisme suisse.

. Attentat à la bombe, à Zürich, contre le radar de l'aéroport, qui est détruit.

. Attentat à la bombe, à Beyrouth, contre le Crédit suisse.

1981 :

Janvier : un diplomate turc est blessé, à Paris, dans l'explosion de sa voiture(piégée).

. Attentats à la bombe, à Milan, contre les locaux de Swissair et de l'Office de tourisme suisse.

Février : attentat à la bombe, à Paris, contre Air France et T.w.a.

Mars : assassinat, à Paris, de deux diplomates du consulat général de Turquie.

Avril : Attentat, à Copenhague, contre un diplomate du consulat général de Turquie, qui est blessé.

Mai : attentat à la bombe contre un centre culturel arménien à Paris. Revendiqué par l' " Armée islamique révolutionnaire turque".

Juin : assassinat, à Genève, d'un secrétaire du consulat de Turquie. Arrestation de Mardiros Jamgotchian.

. Attentat à la bombe, à Téhéran, contre les bureaux de Swissair.

. Attentat à la bombe, à Los Angeles, contre la Swiss Bank Corporation.

. Attentat à la bombe contre l'église arménienne d'Issy-les-Moulineaux. Revendiqué par l' " Armée islamique révolutionnaire turque " .

Juillet : attentat à la bombe, à Bagdad, contre les bureaux de Swissair.

. Attentat à la bombe contre le bâtiment de l'Assemblée fédérale suisse, à Berne.

. Attentat à la bombe, à Zürich, dans l'aéroport : 5 blessés.

. Attentat à la bombe, à Lausanne, dans un grand magasin : 23 blessés.

. Attentat à la bombe (2 bombes), à Genève, dans la gare : 1 mort, 4 blessés graves.

Août : attentat à la bombe, à Copenhague, contre les bureaux de Swissair : 1 blessé.

. Attentat à la bombe, à Paris, contre les bureaux de la compagnie aérienne grecque Olympic Airways. (Provocation ? Pression indirecte ?)

. Attentat à la bombe, à Los Angeles, contre les bureaux de la Compagnie suisse d'instruments de précision.

Septembre : attentat à la bombe, à Copenhague, contre Thy.

. Attentat à la bombe, à Téhéran, contre l'ambassade suisse.

. "Opération Van" prise d'otages, à Paris, dans le consulat général de Turquie : 1 mort, 1 blessé grave.

Octobre : attentats à la bombe, à Genève, contre la poste centrale et le palais de justice.

. Attentat à la bombe, à Madrid, contre les bureaux d'Alitalia.

. Attentat à la bombe, à Londres, contre Thy.

. A Rome, un diplomate turc est blessé par balles.

. Attentat à la bombe, à Paris, contre un restaurant des Champs-Élysées, le Fouquet's.

. Attentat à la bombe, à Paris, contre un cinéma, le Berlitz.

Novembre : attentat à la bombe, à Madrid, contre les bureaux de Swissair : 3 blessés.

. Attentat à la bombe, à Beyrouth, contre Air France, la résidence du consul de France, le centre culturel français, la banque libano-française, la Fransabank et l'Union des banques à Paris.

. Attentats à la bombe, à Paris, dans un parking des quais de la Seine, un restaurant boulevard Saint-Michel, la consigne de la gare de l'Est : 2 blessés.

1982 :

Janvier : attentat à la bombe contre le siège d'un journal canadien d'Ottawa, le Globe & Mail.

. Attentat à la bombe contre le bureau du consul honoraire de Turquie à Ottawa, un Canadien.

. Attentat à la bombe contre une usine de Nyon (Suisse); dégâts importants.

. Voiture piégée, à Genève, devant le palais de justice. Dégâts matériels.

. Attentats à la bombe, à Paris, contre deux succursales bancaires.

Avril : l'attaché commercial de l'ambassade de Turquie à Ottawa est mortellement blessé, alors qu'il montait dans sa voiture.

Mai : attentat à la bombe, à Los Angeles, contre une banque suisse.

. Arrestation à Los Angeles de 3 militants de l'Asala, qui plaçaient une bombe devant les locaux d'Air Canada, à l'aéroport.

Juillet : vague d'attentats (signés Orly) à Paris :

. Attentat à la bombe, à Paris, contre deux cafés du Quartier latin.

. Attentat à la bombe, à Paris, contre un café du Quartier latin, le Pub-Saint-Germain.

. Un commando de 3 hommes, dirigé par Levon Ekmedjian, attaque, à Ankara, l'aéroport d'Esenboga, prend 23 personnes en otages (9 morts, 82 blessés). Ultérieurement (septembre 1982) Ekmedjian sera condamné à mort et pendu (29.1.83).

. Assassinat, à Ottawa, de l'attaché militaire turc.

1983 :

Janvier : attentat par jet de grenade, à Paris, contre Thy.

Février : attentat à la bombe, à Paris, contre les bureaux d'une agence de voyages travaillant avec la Turquie.

Mai : attentat à la bombe, à Bruxelles, contre Thy et l'Office de tourisme turc.

Juin : attaque à la grenade et à l'arme automatique, à Istanbul, dans le Bazar : 5 morts, 23 blessés.

Juillet : assassinat, à Bruxelles, d'un attaché de l'ambassade de Turquie.

. Attentat à la bombe, à Paris, dans l'aéroport d'Orly : 8 morts, 56 blessés.

. Attentat à la bombe, à Téhéran, contre les bureaux d'Air France et la mission commerciale française.

. Le lendemain, nouvel attentat contre la mission commerciale française à Téhéran.

Août : deux attentats à la bombe, à trois jours d'intervalle, à Téhéran, contre l'ambassade de France.

Septembre : destruction par explosif, à Téhéran, d'un véhicule de l'ambassade de France.

Octobre : échec d'une attaque, à Beyrouth, contre l'ambassade de Turquie.

1984 :

Février : un homme d'affaires britannique est assassiné à Téhéran.

L'Asala prétend l'avoir confondu avec un diplomate français, son voisin.

Mars : un Arménien est tué, à Téhéran, alors qu'il fixait une bombe sous la voiture d'un diplomate turc.

Deux diplomates turcs blessés par balles à Téhéran; des attentats contre deux autres diplomates turcs sont déjoués le même jour. La police iranienne procède par la suite à 7 arrestations dans les milieux proches de l'Asala.

Avril : assassinat, à Téhéran, d'un homme d'affaires turc.

Juin : un attaché commercial de l'ambassade turque à Vienne meurt dans l'explosion de sa voiture. La déflagration, violente, blesse six passants; revendication de l'Asala.

Décembre : deux attentats par explosif, revendiqués par l'Asala, visent une banque franco-libanaise et un bureau d'Air France à Beyrouth, en riposte au verdict du procès de complices des auteurs de l'attentat d'Orly (juillet 1983).

1985

Mars : les trois principaux inculpés du procès de l'attentat d'Orly sont condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité; l'Asala promet "un bain de sang" à la France.

. Aram Basmadjian, l'un des 4 condamnés de "l'opération Van" (sept. 81), se pend dans sa cellule de la prison de Fleury-Mérogis. Nouvelles menaces de l'Asala.

Décembre : Monte Melkonian, chef d'une dissidence de l'Armée secrète arménienne, l'Asala-Mouvement révolutionnaire, est arrêté en compagnie de Benyamin Kechichian, l'un de ses proches. Dans l'une de leurs planques, on découvre des armes automatiques, des détonateurs, des faux papiers et des plans d'attentats (dont la photo de l'ambassadeur de Turquie en France) contre des intérêts turcs.

1986

Février: arrestation à Paris de David Davidian, lieutenant de Melkonian; il est expulsé peu après.

Mai: à Beyrouth, communique menaçant de l'Asala suite à l'assassinat de trois de ses militants.

Août : les trois auteurs de "l'opération Van" (sept. 81) sont expulsés de France et rentrent à Beyrouth.

Octobre: conférence de presse de l'Asala organisée dans les locaux d'un hebdomadaire révolutionnaire local, "Atasadi".

"Mirhan Mirhanian", membre du bureau politique de l'Asala, "Varhan Varhanian" (porte-parole) et le "Commandant Mourad" (fonctions non précisées) sont également présents. "Mirhanian" exige la libération de Varoujan Garbidjian et menace la France.

Décembre: Monte Melkonian est condamné à 6 ans de prison, dont 2 avec sursis.

1987

Septembre: arrestation aux Etats-Unis de Vicken Tcharkutian, l'un des organisateurs des attentats de l'Asala à Los Angeles en 1981-82.

1988

Avril: Minas Ohanessian, dit "Hagop Hagopian", "Moujahid", "Mirhan Mirhanian" etc. est assassiné alors qu'il sort, à l'aube du jeudi 28, d'un appartement qu'il occupe à Phaliron (banlieue sud d'Athènes). Ses tueurs ne seront jamais arrêtés.

Mai: communique signé "Direction du renseignement de l'Asala", présentant Ohanessian comme un "ancien membre du Comité central de l'Asala" ayant été expulsé pour "erreurs de conduite". Il se serait rapproché ensuite de "traîtres" comme Bassam Abou Sharif, Abou Iyad etc. ce qui aurait causé sa perte. Il s'agit là des éléments pro-syriens de l'Asala.

Septembre: communiqué de l'Asala (les éléments anti-syriens) présentant ses condoléances à la famille de Hagop Hagopian et accusant "les traîtres du Dachnag" du meurtre.

Novembre: de Beyrouth, l'Asala menace de "venger dans le sangler, Arméniens innocents massacrés en Azerbaïdjan et au Nagorny Karabakh".

1989

Décembre : Monte Melkonian sort, libre, de la centrale de Poissy où il purgeait sa peine. Il se rend alors au Sud-Yemen où il réside quelque temps.

1990

Juin: dans un communiqué publié à Nicosie, l'Asala (anti-syrienne) accuse la Syrie du meurtre de Hagop Hagopian, qui, selon elle, avait comme état-civil véritable "Haroutioun Takesian" (?). Le communiqué précise que "les Moukhabarat syriens se sont débarrassés d'Hagopian qui avait refusé d'assassiner Yasser Arafat, Saddam Hussein et Bassam Abou Sharif et de poser des bombes dans les rues de Beyrouth-est". La Syrie (d'après l'Asala) a

signe en juillet 1987 un accord de sécurité avec la Turquie, a la suite duquel elle a entrepris de démanteler l'Armée secrète; elle s'est servie pour cela de traîtres : "Abou Ali", en Syrie, "Farid Kuku" au Liban, "Anto" et "Sultan Minas" en Grèce, ces derniers étant les meurtriers de Hagopian.

1991:

Janvier: Monte Melkonian réapparaît à Erevan, en Arménie soviétique, où il réside désormais. Vasken Sislian, l'un des acteurs de l' "opération Van" est également établi à Erevan où il a reçu, selon la presse locale, un "accueil triomphal" lors de son arrivée le 24 avril 1990. Des anciens de l'Asala et de l'Asala-MR seraient actifs au sein des milices d'auto-défense arméniennes.

juin: lors d'une conférence de presse, l'un des responsables de l'unité anti-terroriste du KGB, le major-général Valéry Vorotnikov, crédite l'Asala de "plus de deux cents attentats" sur le sol de l'exURSS ces dernières années.

Août : selon les services spéciaux turcs, des combattants de l'Asala participent aux opérations armées du PKK en Anatolie orientale. Parmi les victimes du coté Kurde, lors des accrochages sur le terrain, on trouve régulièrement, en effet, des morts et des blessés -ces derniers parlant turc - de jeunes hommes non circoncis. Or, disent les officiels turcs, la seule communauté de la région présentant ces deux caractéristiques (en tant que chrétienne) est l'arménienne... Une affirmation discutable quand on sait que la circoncision n'est pas obligatoire -même si elle est fréquente - pour les alaouites kurdes, les "alévis" (voir p ...)

Décembre : tentative d'assassinat de l'ambassadeur de Turquie en Hongrie. Un homme isolé tire six balles de fort calibre sur sa voiture, non loin de sa résidence de Budapest. Le véhicule est blindé et l'attentat échoue. Il est revendiqué peu après, depuis Paris, par l'Asala, dont c'est le premier attentat depuis sept ans et huit mois.

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan, PKK

Une minorité dans La minorité : les Alaouites kurdes¹

Etre Kurde, ou encore faire partie de la minorité alévie, n'est pas très gratifiant en Turquie; mais se trouver à la fois alévi et kurde, c'est-à-dire minoritaire dans une minorité [les kurdes de Turquie sont à ± 85% sunnites chaféites; les turcs sunnites sont, eux, sunnites hanafites] est, semble-t-il, un sort plutôt funeste.

En Turquie, le qualificatif d'"alévi" est flou : si l'on inclut dans cette minorité les Ordres soufis frottés de chi'isme, on atteint les 18 millions de fidèles; si l'on s'en tient aux alaouites

¹ A lire, sur ce sujet très mal connu : "The Kurds, a nation denied" David Mc Dowall; ed. Minority rights group, Londres, GB, 1992, 150 p. index, cartes, bibliographie, glossaire. Sur les alaouites et alevis, lire : "Notes & Etudes" N°6, août 1988, "Les liens entre la Syrie de Hafez al-Assad et l'Iran islamique : la dimension occultée"; Atlas mondial de l'Islam activiste, "Syrie", p.194-198; "Terrorisme & Violence politique" N° 3, octobre 1991, dans le dossier consacré à Dev. Sol etc. : "Apparances communistes-combattantes, réalités religieuses" p. 46-47.

purs², on dépasse un peu les trois millions. Là-dessus, deux millions sont turcs ou turkmènes et un million, à peu près, kurdes. Ces Kurdes alévi, fortement métissés d'Arméniens, parlent un dialecte turco-kurde distinct, le Zaza.

Au XVI^{ème} siècle, avant que l'Empire ottoman ne conquière l'Anatolie orientale, des tribus turkmènes et kurdes alaouites, les "Kizilbash" (têtes rouges, en raison de leurs coiffure : des turbans rouges comportant douze plis, symbolisant les douze imam) jouaient pour l'empire perse Safavide chi'ite, le rôle de légion étrangère. Annexés à l'empire ottoman après quelques massacres, les "têtes rouges" ont toujours été soupçonnées par les turcs d'être une cinquième colonne chi'ite. Ils vivent le plus souvent dans les montagnes inhospitalières de la région de Tunceli ou dans les plaines marécageuses de celle de Kahramanmaras. Depuis les années 60, ils s'entassent par dizaines de milliers dans les bidonvilles des grandes villes d'Anatolie. C'est chez les jeunes de cette communauté rejetée que le PKK trouve ses partisans les plus décidés.

Histoire, organisation

La création du PKK est un effet pervers de la vague de maoïsme qui a balayé la jeunesse estudiantine de Turquie, au même titre que ses homologues du reste de l'Europe, dans la seconde moitié des années 60. (voir T&VP N°3, oct. 1991, "Dev. Sol, etc. l'incroyable puzzle du communisme-combattant turc"³). Les jeunes révolutionnaires qui souhaitent combattre sur une "base de classe" se partagent des les années 70 entre des Organisations communistes combattantes comme la "Gauche révolutionnaire" -Dev. Sol et ceux qui,

même S'ils sont marxistes-léninistes, mettent en avant la revendication nationale Kurde et vont fonder le PKK -Parti-ye Karkaran i Kurdistan- le Parti des Travailleurs du Kurdistan. Méthodes sanglantes, mélange explosif de léninisme grossier et de nationalisme exalte, culte du leader : il y a plus qu'une ressemblance superficielle entre le Sentier Lumineux du Camarade Gonzalo Abimaël Guzman et le PKK.

A sa tête Abdallah Ocalan "Apo", aujourd'hui âgé de 46 ans, ancien de Dev. Genc et de l'ALPT. Son objectif ? Créer un équivalent kurde de ces mouvements, d'un marxisme-léninisme tout aussi rigide, puis fonder un Etat Kurde, marxiste-léniniste, indépendant, en Turquie mais aussi en Irak, en Iran, en Syrie. L'URSS existant, la partie du Kurdistan sous contrôle soviétique a toujours été passée par perte et profit par le PKK...

Les militants du PKK (hors émigration) sont le plus souvent jeunes (18/25 ans) peu ou pas éduqués : bergers, ouvriers, travailleurs agricoles, chômeurs. "Recrutés" souvent de gré, parfois de force, ces jeunes sont emmenés au Liban, via la Syrie, et formés à la guérilla et à la doctrine du PKK dans les camps du Parti, notamment la célèbre "Académie militaire Mahsum Korkmaz" sise à Helwé, dans la vallée de la Bekaa.

En amont, le PKK s'est doté en 1985 d'un Front de Libération Nationale en bonne et due forme (Eniya Ruzgariya Netwa Kurdistan / ERNK); également présidé par A. Ocalan, il regroupe, au-delà du PKK, des associations affiliées, en Europe, en Iran et en Syrie. Sa base

² Les alévis kurdes sont, comme leurs homologues syriens, les Nusaïri, très éloignés de l'Islam orthodoxe; leur foi est un synchrétisme de chi'isme, de mazdéisme perse, de christianisme primitif et de chamanisme d'Asie centrale.

³ La plupart des grands leaders des OCC turques des années 70 sont d'ailleurs kurdes eux mêmes : Deniz Gezmiş du THKP-C, Mahir Cayan du THKO, Ibrahim Kaypakkaya de TKP-ML/TIKKO, par exemple.

principale est à Athènes, où réside son porte-parole Mehmet Silopi. L'ERNK n'a pas vraiment mordu sur la clientèle des autres mouvements Kurdes. En aval du Parti, pour la conduite de la lutte armée, se trouve l' "Armée Populaire de Libération -On ressent l'influence maoïste- du Kurdistan", ARGK.

Chronologie

1974 :

Au cours de deux réunions successives, tenues à Ankara cette année-là, dans une petite maison du quartier de Tuzlucayir, Abdallah Ocalan, né dans une famille alaouite d'Urfa, une ville du Kurdistan turc proche de la frontière syrienne, fonde avec Cemil Bayik, Kesire Yildirim (seule jeune femme présente), Ali Ozer, Musa Erdogan, Ismet Kilic, Hassan Asgar Gurgoze, Kemal Pir, Kemal Ozcan, Baki Karer, Ali Haydar Kaytan, l' "Association patriotique et démocratique d'enseignement supérieur d'Ankara". Ocalan, qui interrompt vite ses études à la faculté de Sciences politiques de l'Université d'Ankara, cache sous cette appellation de circonstance le noyau fondateur d'une structure dont l'objectif est clair : obtenir par les armes la libération du Kurdistan turc.

1977

Ocalan et ses camarades recrutent chez les jeunes kurdes attirés par l'action, chez les deshérités. Alors qu'ils n'ont toujours pas de nom défini et signent leurs premières actions "Armée nationale de libération" ou "Les révolutionnaires du Kurdistan", les fondateurs du futur PKK publient à Diyarbakir un texte théorique "La voie de la révolution kurde".

Mai : Alors même que le PKK n'est pas encore fondé, une scission se produit à Gaziantep, où un groupe dissident décide de voler de ses propres ailes. Ses deux dirigeants sont assassinés par les amis d'Ocalan, premiers d'une longue série d'élimination d'opposants internes par le PKK.

1978

Le 27 novembre 1978, le PKK se constitue formellement dans une maison des faubourgs de Diyarbakir. Son premier comité central est composé comme suit : Secrétaire général : Abdallah Ocalan; membres : Kesire Yildirim, Sahin Donmez, Cemil Bayik, Mehmet Karasungur, Mazlum Dogan, Mehmet Hayi Durmus. Le Parti se dote d'un organe central : "Serxwebun" ("Indépendance"). Le Parti commence à se structurer dans des ensembles de provinces du Kurdistan turc : 1°) Gaziantep, Kahramanmaras, Malatya; 2°) Elazig, Tunceli, Bingöl; 3°) Urfa, Diyarbakir, Mardin. A la tête de chacun de ses ensembles, un secrétaire, membre du comité central; sous lui, des comités régionaux, puis provinciaux et locaux.

1979 :

Avril : les militaires imposent au gouvernement social- démocrate de Bülent Ecevit l'instauration de la loi martiale dans les provinces du sud-est Turc.

1980 :

Avril : conférence de presse commune entre le PKK et l'Asala, organisée à Saïda, au Liban-sud. Les deux organisations annoncent qu'elles coopèrent, dès ce moment, contre l'Etat turc.

Septembre : l'armée (re) prend le pouvoir en Turquie. Interdiction formelle de toute activité Kurde quelle qu'elle soit. L'état-major et les cadres du PKK fuient en majorité en Syrie, d'autres en Iran; quelques uns en Irak. Des cadres militaires du PKK s'implantent au Liban, où des Palestiniens du Front démocratique les hébergent dans un de leurs camps de la vallée de la Bekaa.

1981 :

La répression s'abat (entre autres) sur le PKK; plus de 2000 de ses adhérents et sympathisants sont emprisonnés. Procès de 447 de ses militants; 243 condamnations à mort; peu d'exécutions cependant.

Fondation du camp de Helwé, sur un terrain fourni par le FDLP de Nayef Hawatmeh. A partir de mars 1986, le camp prend le nom d'"Académie militaire Mahsun Korkmaz", du nom du premier président du Front de libération nationale du Kurdistan, ERNK, tué ce mois-là par l'armée turque. Helwé se trouve situé à l'est d'Anjar, à quelques kilomètres de la frontière syrienne. En temps normal, ± 300 jeunes kurdes y résident pour des stages de deux mois (combattant) ou de quatre mois à un an ("officier" ou spécialiste). La chose se fait avec la bénédiction de Damas : la piste qui permet d'accéder à Helwé est en effet barrée en permanence par des éléments des forces spéciales syriennes.

1982 :

Second congrès du PKK; La direction définit les étapes de la lutte :

- 1 - Défense stratégique, jusqu'en 1995,
- 2 - Equilibre des forces, 1995-2000,
- 3 - Offensive et insurrection populaire au sud-est de la Turquie, premières années du XXIème siècle.

Suite à ce congrès, des éléments du PKK commencent à se ré-infiltrer en Turquie.

1983 :

Le gouvernement militaire turc publie les chiffres de la répression qui a suivi la reprise en mains de septembre 1980 : 20 000 inculpations, dont ± 15 000 des OCC turques, ± 1000 d'extrême droite, et ± 3200 "séparatistes" dont 1800 du PKK. Malgré cela, la violence s'installe en Anatolie orientale, du fait de l'exacerbation de la guerre Irak-Iran : grâce à Téhéran, des guérilleros Kurdes ont pu libérer une partie de leur territoire, aux confins Irako-Turcs. Installé lui aussi dans ce "sanctuaire", le PKK lance des attaques de l'autre côté de la frontière, notamment dans la province de Hakkari. En mai, la première de ces embuscades a fait trois tués chez les militaires turcs; un officier est blessé. L'armée turque riposte en lançant un premier raid dans le sanctuaire kurde et poursuit les guérillas Kurdes dans la bande montagneuse irakienne de +/-70 km. où elles sont installées.

Juillet : un accord est conclu entre le PDK de Massoud Barzani et le PKK, qui fait passer le gros de ses troupes du camp de Helwé à des implantations sises au Kurdistan irakien, dans les secteurs de Haftanin et de Lejno Zaho. Dans ce triangle de terre aux confins Iran-Turquie-Irak, le PKK installe son camp le plus important, celui de Lolan. D'autres, moins importants sont créés à Lak 1, Kuvver Barzan et Miroz.

1984 :

Août : création des "Brigades de Libération du Kurdistan" (HRK), commandées par un état-major de ± 10 personnes. Trois des "unités de propagande armée" du HRK, intitulées "21 mars", "14 juillet" et "18 mai" (± 40 combattants armés) attaquent désormais les villages considérés par le PKK comme "collabos". Les combats entre guérilleros du PKK et militaires turcs reprennent également : attaque de deux gendarmeries et d'un mess d'officiers, à Eruh et Semdili.

Octobre : La Turquie et l'Irak se reconnaissent un droit de poursuite des guérillas kurdes le long des 230 km de leur frontière, dans une zone de 10 km de profondeur. L'armée Turque en profite immédiatement pour frapper en Irak. Selon son 2ème bureau, il y a à ce moment-là ± 1700 guérilleros du PDK et 400 du PKK dans la région.

1985 :

Mai : le PKK crée une superstructure politique à vocation unitaire, le "Front de Libération Nationale du Kurdistan" (ERNK), basé à Athènes.

. Fin de l'alliance implicite entre le PDK et le PKK, sur le sol irakien.

1986 :

Une sorte d'état d'urgence, ou de guerre, règne désormais dans les 11 provinces du sud-est de la Turquie, placées sous les ordres d'un "gouverneur spécial". Création des "gardes de villages", milice kurde encadrée et payée (\$ 175 par mois, somme coquette pour la région) par les autorités turques. Depuis 1983, le nombre de guérilleros du PKK actifs au Kurdistan turc aurait triplé.

Août : attaque d'une gendarmerie dans la province de Hakkari : 12 militaires tués. En riposte, incursion militaire turque au Kurdistan irakien et bombardements massifs.

Octobre : 3ème congrès du PKK à Lattaquié, Syrie et création de l' "Armée Populaire de Libération du Kurdistan", qui remplace les HRK, signe du "passage de l'étape de la propagande armée à celle de la fondation d'une armée de guérilla".

1987 :

Mars : incursion militaire turque au Kurdistan irakien. La dernière de ce type : les Iraniens, désireux de protéger leurs alliés kurdes, signalent à la Turquie qu'ils s'en prendront, en cas de récidive, au pipe-line Irak-Turquie, vital pour ces deux pays.

Juin : des guérilleros du PKK massacrent une trentaine de paysans du village de Pinarcik (16 enfants, 8 femmes). Cette action est violemment critiquée par les autres mouvements kurdes. A cette époque, les services de sécurité turcs estiment que l'effectif militant du PKK est de ±

3500 hommes, dont 300 infiltrés au sud-est de l'Anatolie. Une trentaine de ces militants vivent au Kurdistan iranien, sous l'autorité d'Osman Ocalan, frère d'Abdallah, dans de petits camps implantés près des localités de Selvana, Rezhan, Ziveh. En Irak, les camps sont proches des localités de Kishan, Nirve, Lolan et Deryasor. En Syrie, proches de Kamisli et Resulyan.

Juillet : 30 autres paysans massacrés par des commandos du PKK dans les villages de Yuvali et Pecenek (province de Mardin).

Août : 27 paysans massacrés dans des villages des provinces de Siirt et de Hakkari. En tout, pour le premier semestre de 1987, plus de 80 morts au Kurdistan turc (civils, guérillas, militaires). Par la suite, devant les réactions très négatives de la population et des autres organisations kurdes, les guérilleros concentrent leurs attaques sur des cibles plus "dures" : les forces de l'ordre, principalement. Cependant, le PDK de Massoud Barzani dénonce son accord (portant sur un soutien logistique en territoire kurde Irakien) avec le PKK.

Les organes de propagande de ce dernier essaient d'accréditer l'idée que les massacres sont l'oeuvre des services spéciaux turcs, désireux de discréditer la guérilla. Mais, fin 1991, Ocalan devra reconnaître que ces exécutions de masse avaient été décidées par un commandant du PKK, "Hogir" de son nom de guerre, un "extrémiste" fort opportunément "exclu" entretemps et "passé au service des Irakiens".

Octobre : signature par Turgut Ozal et Hafez el-Assad d'un protocole d'accord turco-syrien, portant notamment sur les affaires de sécurité. Ozal ne manque pas d'arguments : d'abord celui des eaux de l'Euphrate. En Turquie orientale, un colossal "Projet-Anatolie du Sud-est", 20 milliards de dollars, prévoit un ensemble de barrages, de centrales hydro-électriques et de systèmes d'irrigation, sur le cours supérieur du Tigre et de l'Euphrate, le tout destiné à mettre en valeur la partie la plus défavorisée du pays... Notamment le Kurdistan. Trois barrages, Keban, Krakaya et Atatürk, sur le haut cours de l'Euphrate, vont désormais permettre à Ankara de contrôler le débit de la seule grande voie d'eau régionale, vers la Syrie et l'Irak. La Syrie, notamment, va voir son agriculture menacée par une réduction du flot, sans oublier sa production hydro-électrique et même l'eau potable des grands ensembles dans les villes syriennes. Assad est donc contraint de faire une (modeste) concession : le PKK ne disposera plus de camps en Syrie et ne pourra plus s'infiltrer en Turquie à partir de ce pays; en échange, Ankara s'engage à maintenir le flux d'écoulement de l'Euphrate en Syrie à 500 m³ par seconde minimum. Les camps du PKK en Syrie sont alors déplacés vers la Bekaa.

1988 :

Au début de l'année les autorités militaires turques estiment à 1000 le nombre des guérilleros PKK, bien armés, présents en Turquie.

Premier semestre de 1988 : 258 attentats, embuscades, etc. au Kurdistan turc. Il y en avait eu 143 pour la période comparable de 1987.

. Au Kurdistan irakien, de jeunes révolutionnaires scissionnistes du PDK, issus des provinces de Batinan et de Soran, créent un "Partiya Azadiya Kurdistan", PAK (parti pour la libération du Kurdistan) qui est le satellite du PKK en Irak. Depuis plusieurs mois, ses futurs cadres sont à l'entraînement dans des camps du PKK au Kurdistan iranien. Petit à petit, et, depuis l'été de 1991, avec l'appui implicite du pouvoir irakien, le PAK s'implante dans les districts de Dahok, Zakho, Suleimanyeh, Shaklava et Diana. De jeunes Kurdes irakiens combattent, à partir de

1991, dans les guérillas du PKK en Turquie. Le PAK tente désormais de s'implanter au sud du Kurdistan irakien, dans les régions productrices de pétrole.

Mai : le PKK signe à Damas un protocole d'accord avec l'UPK. Talabani et Ocalan sont présents.

Août : violente offensive de l'armée Irakienne. Objectif : créer en zone irakienne un "cordon sanitaire" dépeuplé, de 30 km. de profondeur, le long de la frontière turque. Plusieurs dizaines de milliers de Kurdes s'enfuient en Turquie, et 30 000 y restent comme réfugiés. Le PKK signe un accord de coopération avec Dev.-Sol, en Turquie et à l'étranger

A la fin de l'année, et depuis la reprise en force de la guérilla (Août 1984) il y a eu au Kurdistan turc 552 morts (civils, guérillas, militaires) dont 296 guérilleros du PKK, 61 femmes et 63 enfants. Chiffres officiels : il y aurait eu en réalité près de 3000 morts. Pour la seule année 88 : 257 morts, 150 blessés, 683 condamnations.

1989 :

Au 1er trimestre, arrestations massives au Kurdistan turc : plus de 4000 militants et sympathisants du PKK. A partir de mai, retour de manivelle : la violence redouble. Le théâtre d'opérations du PKK s'agrandit vers le nord de la Turquie (15 morts dans la province de Van en août). Si le PKK n'a pas (encore ?) réussi à implanter une guérilla "à l'Algérienne", il se livre à une activité "militaire" diversifiée.

Au cours de l'été, le PKK conclut des alliances avec deux autres OCC turques, le THKP-C/Acilciler -son chef, Mirhac Ural est très lié à Abdallah Ocalan- et avec l'un des TKP-ML/TIKKO.

Septembre : le PKK possède désormais deux stations de radio mobiles au Kurdistan turc. Sur le terrain, dans les villes : attentats à la bombe contre des bâtiments officiels, attaques à main armée, assassinats, enlèvements; coups de main dans les villages (21 morts, des "gardes" du village d'Ikikaya, en novembre). Désormais s'opposent sur le terrain ± 15 000 "gardes de villages", les forces de l'ordre Turques (gendarmes, militaires, policiers, renseignement) : ± 40 000 hommes et les guérillas du PKK, difficiles à cerner -"Bergers le jour, terroristes la nuit"- mais sans doute près de 2000 hommes. On compte à présent jusqu'à 70 morts par mois. La force militante du PKK est désormais estimée à 5000 hommes. Dont 200 guérilleros dans la région de Basiyan (triangle Turquie-Irak). En Irak, des installations du PKK sont repérées près des localités de Kishan, Duruk, Urah, Gülkan, Besili, Sutumi, Zivek, Artis, Nazdur, Birri, Kiru, Barzan, Hayat, Ikmalah, S. Yunis et Durjan.

A la fin de l'année, une scission de militants et de cadres kurdes du Parti social démocrate turc, SHP, alors dans l'opposition, donne naissance au Parti populaire du travail, HEP, proche des thèses du PKK et soutenu par lui.

1990 :

Février : environ 150 manifestants du "Comité du Kurdistan" -qui sert de couverture au PKK en France-manifestent aux abords du Grand Palais, à Paris, où François Mitterrand inaugure avec Turgut Ozal l'exposition "Soliman le magnifique". Heurts avec le service d'ordre; plusieurs dizaines de Kurdes interpellés.

Mars : 4 combattants du PKK sont tués dans des affrontements avec les forces de sécurité turques près du village d'Abbasiye, proche de Caglayan Keklik (province de Kahramanmaraş).

. A l'occasion du nouvel an célébré au printemps par les Kurdes et les Perses (le "Nowrouz"), le PKK décrète la semaine du 21 au 28 mars celle de la lutte populaire contre la colonisation; dans les villes du Kurdistan turc, au sud-est de l'Anatolie, beaucoup de foyers éteignent les lumières entre 23h et minuit et font jouer des cassettes (interdites) de musique kurde. Pour la première fois, des jeunes jettent des pierres aux forces de l'ordre turques, érigent des barrages et brûlent des pneus, façon "Intifada" principalement dans les provinces de Mardin, Siirt et Elazığ. La presse turque compare ces manifestations à l'Intifada en Palestine. Dans la ville de Cizre (10 km de la frontière syrienne), des incidents violents ont lieu : les adultes apportent les pierres que jettent ensuite les jeunes, qui portent désormais des keffiehs palestiniens; le couvre-feu est décrété et 300 personnes, mises en garde à vue. Dans la ville de Nusaybin, manifestation interdite, un mort, cinq blessés, à l'occasion des obsèques d'un combattant du PKK tué lors d'un accrochage.

Avril : les commerçants de Mardin et de Diyarbakir ferment boutique en solidarité avec les interpellés de Cizre et Nusaybin. Actions de propagande nocturne du PKK dans ces villes.

. Affrontements à Oymakaya, à 25 km de la frontière irakienne; 9 combattants du PKK sont tués, 3, blessés et 12, capturés. 6 de ces combattants sont des Kurdes de nationalité syrienne.

. Depuis le début du mois de mars, 97 tués au Kurdistan turc; 16 seulement au premier trimestre de 1989. Depuis le 15 août 1984 (début de la lutte armée du PKK sur le sol turc) 2000 personnes (civils, guérilleros, forces de sécurité turques) ont été tués.

. Raid éclair de 60 guérilleros du PKK contre le hameau de Ortulu; 7 tués, le hameau incendié. Autre opération -qui échoue- au même moment contre le village de Dugunçuler.

Mai : affrontement armé entre forces de l'ordre et combattants du PKK dans les villages de Dereler et de Yüksekova (6 morts).

Juin : attaque du PKK contre des villages du district d'Eruh (province de Siirt) : plus de 20 villageois, dont des femmes et des enfants, sont tués. Au total, dans le mois, 103 morts dans le Kurdistan turc.

Juillet : l'armée turque craint que le PKK possède désormais des missiles soviétiques sol-air Sam-7. 23 personnes tuées dans des affrontements PKK-Forces de sécurité dans les provinces de Sirnak et Siirt.

Novembre : le colonel Kadhafi envoie un télégramme de protestation contre "le massacre des Kurdes" au président Ozal. Autres messages du colonel, de soutien ceux-ci, à Massoud Barzani, Jalal Talabani et Abdallah Ocalan.

. A la télévision suédoise, un dirigeant du PKK menace de se livrer à des "massacres de masse" de touristes sur la côte ouest de la Turquie (l'une des destinations favorites des Suédois...).

1991 :

Février : 7 combattants du PKK tués près de Cizre, lors d'accrochages.

. Chiffres fournis par le procureur de Diyarbakir (Cour de sûreté de l'Etat) : près de 900 combattants du PKK sont emprisonnés et près de 350 sont en instance de jugement.

. Des éléments des forces spéciales de la gendarmerie tirent sur la foule à Sirnak : 20 morts selon le PKK; 7 selon les autorités turques.

. Suite à un timide rapprochement entre la Turquie et la Syrie, Abdallah Ocalan déclare que le PKK ne recherche plus l'indépendance totale pour le Kurdistan turc, mais une "expression politique libre" pour les populations locales.

. Le PKK attaque un minibus officiel non loin de Kahramanmaras : 7 morts, 6 blessés.

. Le PKK attaque une manifestation officielle à Solhan, près de Bingöl; le sous-préfet, le procureur et un directeur des Eaux-et-Forêts sont tués.

. Campagnes de bombes du PKK, visant des banques et des locaux du parti au pouvoir; 4 à Istanbul, 3 à Adana.

. A Solhan, le PKK assassine 3 fonctionnaires turcs et en blesse 6.

Juillet : le PKK attaque des objectifs de sécurité turcs à Cizre, Sirnak et Silopi (où se trouvent des troupes de la coalition anti-Saddam)

. A Elbistan, province de Kahramanmaras, le PKK assassine 7 paysans.

. Affrontement à Silopi : 6 combattants du PKK abattus; 21 arrêtés.

Août : 10 touristes allemands enlevés par un commandant local du PKK près du lac Nemrut, province de Tatvan.

. Affrontement armé de plus de 16 heures entre le PKK et les forces de sécurité turques à Idil (province de Sirnak).

. Le PKK attaque une caserne des forces spéciales de la gendarmerie dans la région de Siirt.

. Au moment où, chaque année, le PKK fête le début de sa lutte armée (15.8.84), importante opération aéro-terrestre de l'armée turque, qui pénètre de 20 km en Irak et y reste trois jours, pour "retrouver les touristes allemands"; bombardements au sud de la ville d'Hakkari.

. Bilan de la répression au Kurdistan turc, 1987-91 : 2639 incidents armés, 4807 interpellations, arrestation de 1353 "combattants du PKK".

. Le 15 août : le PKK organise des manifestations armées nocturnes, meetings, etc. dans les villes de Cizre, Nusaybin, Bismil, Midyat (provinces de Diyarbakir et de Mardin). Affrontement près de Sirvan : 16 morts, dont 14 du PKK.

. Abdallah Ocalan menace à nouveau de s'en prendre aux touristes qui n'auraient pas le "visa" du PKK pour se rendre au Kurdistan turc. A Bar-Elias, au Liban, grande réunion

internationale de kurdes proches du PKK (venus d'Irak, du Liban, de Syrie, de Turquie, d'Allemagne, d'Italie et de Grèce)

. Affrontements à Mardin : 3 combattants du PKK capturés. Selon le ministre turc de l'intérieur, les récentes opérations de ratissage ont permis de tuer 25 combattants du PKK et d'en capturer 324. 15 soldats, 2 policiers et 4 membres du MIT ont été tués. Depuis 1987, 771 "terroristes" du PKK ont été tués, 55 blessés et 24 capturés les armes à la main. 240 autres se sont rendus.

. 3 Américains, un australien et un anglais, qui "recherchaient l'Arche de Noé" capturés par le PKK dans la province de Bingöl. Les forces de sécurité (4000 hommes) ratissent la région.

. Le gouvernement irakien fermant les yeux, le PKK dispose désormais de bases importantes dans les districts de Zakho, Dohouk, Anesk, etc. au Kurdistan irakien.

. Désormais, le PKK abrite des Unités à l'entraînement de Dev. Sol et du TKP-MIJ Partizan dans son camp de Helwe, au Liban.

Sans doute à la demande des "frères" syriens : les militants du PKK tiennent les communistes-combattants turcs pour des fous furieux et apprécient peu que, même au camp et en leur seule présence, ceux-ci ne quittent jamais leurs cagoules...

Septembre: les 10 touristes allemands sont relâchés, indemnes, par le PKK.

39 militants du PKK arrêtés à Ankara.

Intensification des opérations lancées par le PKK à partir de l'Iran.

Octobre: un porte-parole du PKK affirme que son groupe contrôle une "zone libérée" de 43 000 km² dans le nord de l'Irak et l'est de la Turquie et "bénéficie d'un soutien politique de l'Iran".

. Affrontement près d'Eruh (prov. de Diyarbakir), de Hasankeyf (prov. de Batman), de Selim (district de Kars); 5 combattants du PKK, un soldat turc sont tués.

. Raid nocturne du PKK contre une caserne de la gendarmerie à Cukurca (Hakkari); 11 gendarmes tués, 2 blessés.

. Un officier et un civil tués par le PKK près de Kagizman (Kars).

. 2 combattants du PKK tués à Selim (district de Kars).

. Raid du PKK -150 hommes, mortiers, lance-roquettes, armes automatiques etc. contre une caserne turque du district de Cukurca; 9 soldats tués.

. Opération aéro-terrestre de l'année turque, sur 11 km de profondeur, dans le Kurdistan irakien.

. Raid du PKK (500 hommes, armement lourd) contre 2 villages du district de Cukurca, : 17 soldats et gendarmes tués; 40 blessés (civils et militaires).

. Autre opération militaire turque, de 3 jours, au Kurdistan irakien (4000 hommes, aviation, hélicoptères, commandos etc.).

Décembre: un commando de 50 militants du PKK attaque à la bombe incendiaire un supermarché du quartier (populaire) de Bakirköy, à Istanbul; 11 morts, 17 blessés; 15 arrestations parmi les assaillants. Le supermarché appartient au frère du préfet chargé de l'état d'urgence au Kurdistan turc. . A la fin de l'année, le PKK, qui dispose désormais de mortiers de 120mm et d'artillerie anti-aérienne, est actif dans les provinces et districts de Diyarbakir, Dersim, Serhat, Mus, Botan, Mardin, Malatya, Maras, Adiyaman, Cizre, Nusaybin, Bitlis, Sirnak, Sürüt et Hakkari, au Kurdistan turc. Pour 1992, le PKK prévoit de développer ses

activités de guérilla urbaine, et d'instaurer dans les provinces de Botan et de Batinan un "gouvernement de guerre" et une "armée populaire".

Allégeances et alliances

Depuis sa fondation, le PKK entretient des liens privilégiés avec la Syrie de Hafez el-Assad; alliance rendue publique par l'installation de l'état-major du Parti à Damas en 1980, après le coup d'Etat des militaires turcs, puis dans la partie du Liban sous contrôle Syrien en 1987. Cela tient-il au fait que le chef historique du PKK, Abdallah Ocalan "Apo" est un "Alévi", un Alaouite? Possible; encore que les Alaouites de Turquie, les vrais, et les Alaouites/Nusalfri de Syrie aient entre eux de considérables différences. Mais, en raison des promesses faites par Hafez el-Assad à Turgut Ozal (alors premier ministre de Turquie) en 1987, ces liens étroits se sont quelque peu distendus depuis.

Cela dit, de 1978 à 1988, le PKK s'est toujours trouvé en bons rapports avec les autres mouvements (mi-guérilla, mi-terrorisme) patronnés par Damas. Palestiniens tout d'abord: vers 1972-74, certains éléments de ce qui sera ultérieurement le PKK collaborent avec le Commandement des Opérations Spéciales à l'Etranger du FPLP, dirigé par Wadi Haddad. C'est de cette période aussi que datent les liens entre le PKK et l'Asala. Le fait, ennuyeux, que le Kurdistan historique et l'Arménie historique se recouvrent, en Turquie, à 70%, n'a pas empêché le PKK de conclure en avril 1980, à sons de trompe, une alliance avec l'Asala; au Liban, bien sûr. Ce rapprochement contre nature s'est poursuivi malgré l'assaut des troupes turques au Kurdistan irakien, en mai 1983 et ont permis à l'Asala d'aguerrir ses "soldats" à partir d'une base arrière irakienne située en "zone libérée-PKK".

La grave crise affectant la minorité musulmane turque de Bulgarie a poussé ce pays alors communiste, à soutenir le PKK Jusqu'à l'automne 1989, afin de s'assurer un atout lors d'une éventuelle négociation. Le contact était assuré par le consulat général bulgare d'Alep, au nord de la Syrie, dont les "diplomates" parlaient, dit-on, le turc et le kurde mieux que l'arabe...

En 1986-87, plusieurs sources sérieuses ont fait état d'un rapprochement entre le PKK (malgré son marxisme-léninisme) et la République islamique d'Iran. Au Liban, des contacts fréquents ont en effet été constatés depuis cette époque entre cadres du PKK et du Hizb Allah; la presse turque, elle, a violemment dénoncé en octobre 1989 la présence de deux camps d'entraînement du PKK en Azerbaïdjan Iranien. Démentis vertueux, évidemment, de Téhéran...

Reste le problème des liens entre le PKK et le régime de Saddam Hussein. En septembre 1989, les rumeurs d'une alliance secrète PKK-régime irakien ont déjà suffisamment de consistance pour que le ministre des affaires étrangères irakien les "démentent catégoriquement". Autre démenti de Tarek Aziz, vice premier ministre d'Irak en septembre 1991. Selon le PDKet l'UPK, le PKK fournirait à Bagdad des renseignements sur les autres mouvements kurdes et recevrait en échange de l'argent et des armes, depuis 1988. En septembre 1990, Ocalan prend ouvertement parti pour Saddam Hussein qui "lutte contre l'impérialisme américain".

Une option stratégique confirmée par Nizamettin Botan, un des commandants militaires du PKK (voir plus loin, "documents" p. 63) qui déclare "Pour nous, ce qui est important, c'est la révolution au Procheorient et nous nous battons aux côtés de quelqu'Etat ou force de la

région qui soit d'inspiration révolutionnaire". Avant d'ajouter que la guérilla du PKK est en contact avec des militaires irakiens dans la région de Zakho depuis août 1990. Les rumeurs de livraison d'armes massives de Saddam au PKK s'amplifiant, Ocalan se justifie, au cours d'interviews accordées fin 1991 en prétendant que les armes ont été "abandonnées par l'armée irakienne" et récupérées par ses hommes.

Activité en Europe

Depuis son origine, le PKK vise deux objectifs stratégiques d'égale importance: enraciner la lutte armée au Kurdistan turc, et s'implanter en Europe occidentale. Objectif final du second volet stratégique : y prendre le contrôle de l'importante communauté d'émigrés et de réfugiés kurdes de Turquie. Es sont en effet plus de 400 000 en Europe, dont une moitié au moins en RFA. C'est d'ailleurs dans ce pays que le PKK a implanté son état-major politique. Selon le ministre allemand de l'intérieur, le PKK disposait en 1987 d'un millier de militants actifs en RFA et de structures d'encadrement: ERNK, syndicat des travailleurs patriotes kurdes, associations de jeunes, de femmes etc. Il disposait de bureaux à Mayence, Offenbourg, Russelheim, Olderburg, Dortmund etc.⁴.

Au nord de notre continent, le PKK est présent en France (où il y aurait ± 60 000 Kurdes), en Suède(±10000)⁵, en Hollande, en Belgique⁶, au Danemark en Grande-Bretagne et en Suisse. Au sud, le PKK est présent en Italie; hostilité à la Turquie oblige, il est toléré en Grèce⁷ et dans la partie Hellénique de Chypre.

En 1984, la reprise en force de la lutte armée au Kurdistan turc a été accompagnée d'une importante offensive du PKK en Europe. Du 1983 avait été créé en France une "Association des Ouvriers Patriotes du Kurdistan" très proche du PKK, implantée notamment à Strasbourg. Mais, comme tous les mouvement marxistes-léninistes, ce parti est déchiré par des querelles idéologiques souvent fratricides, surtout dans l'émigration. La direction du PKK s'est donc lancée, en 84, dans une entreprise de reprise en main à base d'intimidation et d'élimination physique des "collabos" de la Turquie et de ses propres transfuges. Dès 1984, de ce fait, 18 militants PKK ont été expulsés d'une Suède pourtant fort généreuse en matière d'asile politique. Assassinats, incendie de locaux ont fait, entre la Suède, la Suisse, la RFA, le Danemark... et la France, une vingtaine de morts entre 1985 et 87.

⁴ Presque partout en Europe, le PKK se dissimule derrière un fort transparent "Comité du Kurdistan". Ses bureaux sont implantés à Bruxelles, Belgique; Bâle, Suisse; Londres, Grande-Bretagne; Cologne, Allemagne; Vienne, Autriche; Copenhague, Danemark; Athènes, Grèce; La Haye, Pays-Bas; Madrid, Espagne; Nicosie, Chypre

⁵ Les autorités suédoises, pourtant tolérantes à l'extrême envers tout ce qui provient peu ou prou du tiers monde et se proclame "Mouvement de Libération", a qualifié dès 1984 le PKK de "groupe terroriste" et interdit A. Ocalan de séjour

⁶ En Belgique, le PKK est en contact avec un petit mouvement d'extrême-gauche, le Parti du Travail de Belgique et implanté chez les mineurs kurdes du Limbourg, ainsi qu'à Verviers, Liège et Bruxelles. Cette dernière ville est l'un des terminus de l'axe Cologne-Bruxelles, une ligne de chemin de fer très fréquentée par l'immigration turco-kurde en Europe.

⁷ A Athènes, en juin 1990, un des dirigeants de l'ERNK, "Hamit" de son nom de guerre, prenant la parole devant la "conférence des partis socialistes d'Europe et de la Méditerranée" a "remercié la Grèce pour son aide" et demandé un accroissement de la subvention annuelle de 10 millions de dollars que ce pays lui accorde. A la tribune, un membre du comité central du Pasok, Mihailis Kharalambidis.

A Paris, Mustafa Aktas, militant du "Front de Libération Nationale du Kurdistan", une superstructure du PKK, est assassiné en décembre 1985 par des "agents de l'Etat Turc" selon ses amis. En réalité par les pistoleros d'un groupe rival. En juin 1987, c'est au tour du président de l'"Association des Travailleurs du Kurdistan", rivale du PKK, Hussein Akagündüz d'être abattu. Les deux meurtres se produisent au carrefour Strasbourg-Saint Denis, coeur du "Quartier Turc" du Sentier. En octobre 1988, toujours à Paris, les militants du PKK ont interrompu, en envahissant la scène, le concert d'un chanteur Turc -Kurde d'origine- fort connu dans son pays, et l'ont contraint a se prononcer en faveur du PKK.

En février 1990, plus de cent cinquante militants du PKK se sont heurtés aux forces de l'ordre, à Paris, devant le Grand Palais, au moment où le président Mitterrand inaugure l'exposition "Soliman le magnifique" en compagnie de son homologue Turc, Turgut Ozal. Depuis, le PKK manifeste à peu près tous les mois à Paris.

Ouvrage recommandé sur le PKK :

"The Kurds in Turkey", Michaël Gunter,

Westview special studies on the Middle-East

Boulder, Colorado, 1990.

"Réseau Apple" : un groupe maoïste danois au service du FPLP, 1968 - 1988

[Ce document doit beaucoup aux traductions de Marlène P. et aux remarquables enquêtes du journaliste danois Lars Villemoes, de l'hebdomadaire "WeekendAvisen"]

Birkerød, commune sise à 20 kilomètres au nord de Copenhague, à l'aube du 2 mai 1989 : une Toyota de location rate un virage et heurte un lampadaire. Un peu de tôle froissée, le conducteur indemne. Un banal incident de circulation ? Non : le début de l'"Affaire Apple", un cas unique jusqu'à ce jour de prise de contrôle d'un groupe révolutionnaire européen - Danois en l'occurrence- par une organisation extrémiste palestinienne, le Front populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP) dirigé depuis sa fondation par le docteur George Habbache.

Le véhicule contient une forte somme d'argent et une arme de poing. Le conducteur, un homme de 36 ans, intéresse la police danoise pour une série de vols à main armée. Dans ses papiers, le nom d'un individu récemment entendu pour ces mêmes hold-up, une adresse et une clé. Or, les 13 et 14 avril précédent, la police danoise avait interpellé onze personnes -toujours les hold-up- dont quatre détenaient une clé identique, mais étaient restées muettes sur leur usage. L'adresse correspond à un logement situé dans une cité type HLM, Blekingegade 2, à Amager, une banlieue de Copenhague proche de l'aéroport. La clé est la bonne. Dans cet "appartement conspiratif" :

- Le butin d'un hold-up -recette, ± 10 millions de francs- perpétré le 3 novembre 1988 dans un bureau de poste de Copenhague au cours duquel un policier de 22 ans avait été tué;

- Des documents attestant d'une alliance déjà longue -une sorte de symbiose, plutôt- d'un groupe de militants révolutionnaires danois avec le FPLP;
- Et -surtout- un véritable arsenal. De quoi, dira un magistrat danois, "équiper un régiment". Inventaire : 28 lance-roquettes anti-chars suédois de type "Miniman"⁸, 110 kilos d'explosif, 3 pistolets-mitrailleurs de marque "Husqvarna", 5 armes de poing et 7 chargeurs; 1296 cartouches de 9mm, 38 grenades à main, 12 mines anti-personnel, dont 5 à fragmentation; des détonateurs par centaines, des gilets pare-balles etc. La plupart de ces éléments proviennent du pillage d'un arsenal de l'armée suédoise, durant le week-end du 7 au 9 novembre 1982. Sur les lieux, également, des documents écrits montrent que, partant de celle-là, des caches d'armes ont été constituées dans d'autres pays d'Europe, notamment en France, en Suisse et en Autriche.

L'enquête permet rapidement de comprendre le fonctionnement du binôme palestino-danois : à une extrémité du dispositif, un groupuscule maoïste danois, le Cercle des travailleurs Communistes, KAK, dont nous parlons plus bas; à l'autre, des éléments du FPLP; mais pas n'importe lesquels. Les évoquer impose un retour de plus de vingt ans en arrière, à l'époque de la fondation du FPLP et de ce qui était alors son "Commandement des Opérations Spéciales à l'Etranger".

Le COSE-FPLP

En décembre 1967, la section Palestine du Mouvement Nationaliste Arabe (panarabe) et trois petits groupes de fedayin apparus en 1965-66 : les "Héros du retour", la "Jeunesse de la vengeance" et le "Front de libération de la Palestine" fusionnent en un "Front populaire pour la Libération de la Palestine". George Habbache, secrétaire général de la nouvelle formation, annonce solennellement l'engagement de celle-ci "dans la résistance populaire armée". Au début de 1968, un état-major y est créé pour mener la lutte. En son sein, le Commandement des opérations en Palestine occupée, bien sûr, et un Commandement des opérations spéciales à l'étranger, qui va servir de matrice et de modèle à tous les groupes terroristes non islamistes de la scène Proche-orientale et commettre la plupart des grands attentats transnationaux, les détournements d'avion notamment, de 1968 à 1976. De la constitution du COSE -qu'il suscite- à sa propre mort, l'âme des "opérations spéciales" menées au nom du FPLP d'abord, sur ses marges, ensuite, est le docteur Waddi Haddad, ami d'enfance de G. Habbache et son alter ego des années 50-60. Originaire de Safed, une ville de Haute-Galilée où il naît en 1928, lui aussi de confession grecque-orthodoxe, Haddad fait en compagnie de G. Habbache ses études de médecine à l'Université américaine de Beyrouth. Ils fondent ensemble le bulletin "La Vengeance", puis le Mouvement Nationaliste Arabe et enfin le FPLP. Patron du COSE, Haddad s'écarte -formellement du moins- du FPLP qui prend un tournant pro-soviétique marqué lors de son 3ème congrès, en mars 1972. Enfin exclu officiellement du Front en février 1976, Haddad meurt de leucémie à Berlin-Est le 28 mars 1978.

Mais entre 1968 et 1978, il a pu mettre sur pieds et faire fonctionner, avec des succès divers, la machine terroriste la plus extraordinaire du siècle⁹. A la base de son entreprise, un grand souci de la formation de ses "opérateurs", une planification soigneuse des opérations qu'il monte, accomplie dans le secret et avec un grand souci des détails techniques et l'utilisation

⁸ Le "Miniman "est un lance-roquettes antichar non rechargeable, moderne et efficace, long de 90 cm. et pesant 3kg.; il tire des munitions de 74mm capables de percer un blindage de 340 mm jusqu'à 250 m.

⁹ Voir en annexe, p.33 la chronologie des principaux attentats du COSE

massive d' "éléments internationalistes", sorte de légion étrangère recrutée au sein de groupes révolutionnaires provenant des cinq continents -N'oublions pas qu'à cette époque, le FPLP est marxiste-léniniste et ardemment maoïste.

Parmi les recrues du COSE-FPLP : l'Armée rouge japonaise, des éléments du Secours-rouge néerlandais, des chrétiens libanais, notamment Michel Moukharbel et certains des frères Abdallah, des Arméniens, dont Minas Ohanessian, fondateur de l'ASALA sous le patronyme de "Hagop Hagopian", des éléments de la Fraction armée rouge et des Cellules révolutionnaires; de l'Armée de libération du peuple turc et des Guérilleros-fedayin du peuple iranien, sans oublier "Carlos", vedette incontestée du COSE durant les années 70.

Haddad mort, l'instrument se disloque : Selim Abou Salem crée le "FPLP-Commandement Spécial", Hussein al-Omari "Abou Ibrahim" fonde l' "Organisation arabe du 15 mai pour la libération de la Palestine", "Carlos", l' "organisation de lutte armée arabe". Lors d'une réunion générale, en avril 1978, George Habbache tente en vain de récupérer l'ensemble du COSE. Certains de ses éléments palestiniens acceptent cependant de rentrer au bercail pour créer un nouveau "Département international" au sein du FPLP.

Le Département international du FPLP

Ce département, ci-après DI, est fondé en fin 1978 ou début 1979 pour superviser les relations internationales du Front; il édite "Democratic Palestine", une revue bimestrielle en langue anglaise et gère les contacts avec des groupes comme le KAK danois. Le DI est l'oeuvre de trois hommes :

. Abou Ali Mustafa, N°2 du FPLP et, durant près d'une décennie, son représentant au sein du Comité exécutif de l'OLP; il supervise les opérations internationales au sein du Bureau Politique du FPLP;

. Tayssir Qoba'h "Abou Ali", ancien cadre du COSE ayant vécu avec Haddad entre Aden et Bagdad; membre du BP du FPLP dans les années 70, c'est l'un des rares rescapés du catastrophique détournement d'avion d'Entebbe. Il succède à Marwan al-Fahoum (ci-après) à la tête du DI, au début des années 80;

. Marwan al-Fahoum, qui gère directement le DI jusqu'en 1981, année où il prend la direction de l'appareil de sécurité du Front. C'est lui qui restructure pour le FPLP les réseaux Haddad, de Stockholm à Beyrouth, en passant par Copenhague, bien sûr, mais aussi par Berlin-Est, Sofia, etc. Al-Fahoum a été l'un des premiers opérateurs et l'un des plus sûrs, du COSE. Il est marié à une suédoise, Saïma Johnsson, dont la carte de visite est retrouvée dans les papiers de Michel Moukharbel, supérieur hiérarchique de "Carlos" avant d'en être la victime. A l'époque (1973-75) S. Johnsson sert d'intermédiaire entre le FPLP-Proche-Orient et le COSE-Europe, notamment avec Basil al-Kubaïssi, précédemment professeur à l'Université américaine de Beyrouth et responsable des opérations COSE en Europe (abattu par un commando israélien, à Paris, en avril 1973). Fahoum et son épouse assurent notamment la logistique d'une attaque combinée COSE-Armée rouge japonaise sur une raffinerie de Singapour en janvier 1974.

Mais si le DI du FPLP gère le KAK depuis la fin des années 70, les contacts noués par ce dernier avec des extrémistes palestiniens remontent à une décennie plus tôt, au moins.

Histoire du KAK (1963-78), puis KAG (1978-88)

En 1963, Gotfred Appel, spécialiste des études sur l'impérialisme et le tiers-monde -et à ce titre rédacteur de politique étrangère du quotidien du PC danois, "Land og Folk"- également directeur de la librairie de ce journal; et un historien, Benito Scocozza, se prononcent pour les thèses maoïstes et rompent avec le Parti communiste danois (pro-soviétique). Ils créent la même année un "Cercle des travailleurs communistes" (Kommunistik Arbejds Krets, KAK), vite reconnu par le PC chinois qui confie à Appel l'édition danoise du fameux petit livre rouge de Mao. Rapidement, Scocozza quitte le KAK pour fonder un autre groupuscule gauchiste, mais ce mouvement continue sans lui. En 1964, Appel fonde le Comité solidarité Vietnam (CSV) danois, qui deviendra plus tard le Comité de solidarité Palestine. Parmi les premiers adhérents du CSV, un jeune homme de 16 ans, Jens Holger Jensen, en rupture de Jeunesse communiste danoise, qui entraîne les quelques jeunes du KAK dans les manifestations violentes en faveur du Vietcong. En 1968, le KAK suscite une "Ligue des jeunes communistes" (Kommunist Ungdoms Forbund, KUF) dont l'organe, "Le jeune communiste" manifeste avec véhémence son soutien aux guérillas du tiers-monde, notamment au FPLP. En 1969, le KAK rompt avec le PC chinois sur d'obscurs motifs idéologiques et se trouve donc orphelin en termes d'affiliation internationale. Mais entre temps, plusieurs jeunes du KUF se sont "établis" en usine suivant le modèle des maoïstes français; Jens Holger Jensen, lui, trouve un emploi au chantier naval B&W de Copenhague, et là, il fait connaissance de militants du FPLP, dont Safi Bakir et Hassan Abou Daya. Ceux-ci le présentent à Aref Mustafa, à l'époque et simultanément dirigeant du Syndicat des travailleurs palestiniens au Danemark et représentant local du FPLP. Cette rencontre bouleverse totalement le fonctionnement du KAK et du KUF, qui cessent en 1970 de participer aux manifestations violentes et s'engagent totalement aux côtés des palestiniens. Cette année là, la maison d'édition du KAK, "Futura" publie une première brochure de soutien au FPLP; Gotfred Appel et Jens Holger Jensen rencontrent pour la première fois les dirigeants du Front, en Jordanie. Appel est même présent à Dawson's field dans le désert jordanien ce jour de septembre 1970 où le FPLP fait sauter les trois avions de ligne détournés par le COSE (voir ci-dessous, chronologie, p...).

A l'automne de 1972, le KUF se fond dans le KAK, qui, en 1973 crée une organisation charitable, "Des vêtements pour l'Afrique" dont nous parlons plus bas.

En 1978, Gotfred Appel exclut les 24 adhérents du KAK, dépose pour son compte le nom et le logo du groupe et interrompt virtuellement toutes les activités militantes de son groupe. Selon Appel, les exclus se sont trop engagés en faveur d'un FPLP de plus en plus ouvertement pro-soviétique et avec lequel, par conséquent, il convient de rompre. Au-delà de ce prétexte "politique" il semble que G. Appel ait, dès cette époque, connaissance des actions clandestines de ses jeunes adhérents pour le FPLP et ait pris peur. Accusant Appel d'autoritarisme, Jens Holger Jensen, Torkil Lauesen, Jan Weimann, Peter Doellner et Niels Jorgensen fondent alors le "Groupe des travailleurs communistes" (Kommunistik Arbejds Gruppe, KAG) et poursuivent sous ce sigle à peine modifié leurs activités antérieures. A partir de là et malgré la mort en 1980, à Arhus, de Jens Holger Jensen, personnalité dominante du groupe, dans un accident de voiture un peu bizarre¹⁰, le KAG va fonctionner à temps complet comme le réseau logistique/action du FPLP en Europe.

¹⁰ Jensen était adhérent du FPLP proprement dit. Son testament lègue tous ses biens au Front. Il était par ailleurs en contact avec un autre groupuscule danois, lui plus proche de la Fraction armée rouge allemande, l'"Armée de libération socialiste danoise", DSB.

L'apparence du KAG : un groupe révolutionnaire légal, voué aux actions charitables

Le KAG est en apparence un groupe gauchiste classique et se comporte effectivement comme tel : ses ± 15 à 20 militants, selon les années, diffusent tracts, brochures, bulletins; organisent des réunions publiques et des camps de vacances pour les adhérents et sympathisants. Internationaliste par vocation, le KAG entretient en outre des contacts suivis avec le Front Polisario, des mouvements activistes noirs d'Afrique du Sud et de Namibie; des groupes marxistes-léninistes du Salvador et des Philippines; et, bien sûr, avec le FPLP. Gotfred Appel cache si peu son admiration pour le Front qu'il publie dans son journal, au début des années 70 un éditorial intitulé "Pourquoi nous soutenons le FPLP". Le KAG anime enfin deux cercles étudiants très actifs, l'un suivant les affaires du Proche-Orient et l'autre s'intéressant à la "crise en URSS". En 1973, le KAK, ainsi qu'il se nommait à l'époque, a entrepris de donner une dimension humanitaire à son action : il crée, sur le modèle des communautés d'Emmaüs de l'Abbé Pierre, "Des vêtements pour l'Afrique" (Tøj til Afrika, TTA) qui collecte auprès de la population des habits inutilisés au profit des camps (de réfugiés ou de guérilleros) contrôlés par le MPLA (Angola), le Frelimo (Mozambique), la ZANU (Zimbabwe) et le Front populaire pour la libération d'Oman. En 5 ans d'existence, TTA récolte ainsi une centaine de tonnes de vêtements.

Mais sous ces apparences banales se dissimule un appareil réduit, rompu à la clandestinité et capable de missions très variées. Ceux qui ont quitté le groupe et accepté de parler de leur expérience, disent que depuis les premières actions illégales, le KAG est conscient d'être surveillé par la police et sur écoutes téléphoniques. Les militants du noyau central -une dizaine- sont des révolutionnaires professionnels au sens léniniste : discipline rigide, entraînement sportif et militaire, serment de respecter le secret. Les opérations sont effectuées par des cellules de trois ou quatre personnes, dans laquelle chacun n'est informé que du strict nécessaire et n'est connu des autres que par un nom de code. Les discussions sérieuses se tiennent dans la nature; les documents sont détruits après usage. Quiconque abandonne ce noyau central doit restituer tous les documents en sa possession. Et quand, par exemple, le groupe attaque un arsenal de l'armée suédoise pour le piller, à Flen, en novembre 1982, il s'est précédemment livré à un travail d'environnement très complet : cartes, photos, surveillance prolongée des lieux. Sur place, une équipe écoute les fréquences radio de la police; une autre garde les abords avec des fusils à pompe et des grenades. Ce professionnalisme, le KAG l'a forgé au contact - et au service- du département international du FPLP.

Le "mariage" KAK-KAG / FPLP

Le KAK est le premier groupe européen à avoir noué des liens avec le COSE-FPLP; selon les premiers adhérents du mouvement, dès le printemps de 1968. En 1970, Waddi Haddad conclut à Beyrouth un pacte d'action avec une délégation du KAK : en témoigne la mention du KAK dans le livre de compte de Michel Moukharbel, à côté de l'adresse postale d'Aref Mustafa, à l'époque représentant du FPLP au Danemark et dépendant directement de "Carlos". Le 7 février 1977, Tayssir Qoba'h arrange une réunion, à Bagdad, entre Waddi Haddad "Abou Hani", Gotfred Appel et Jens Holger Jensen. Gotfred Appel se déclare hostile au terrorisme coupé des masses et refuse que les militants du KAK infiltrent des armes en Israël et participent à des détournements d'avions. Jensen, lui, accepte de coopérer à des "opérations spéciales". C'est là l'origine de la rupture qui survient l'année suivante entre G. Appel et les militants fidèles à Jensen. En juillet 1978, Jens Holger Jensen et Niels Jorgensen rencontrent à

Paris des émissaires du FPLP, reconstituant alors l'appareil international du Front, quatre mois après la mort de Waddi Haddad. Ainsi, le KAK est récupéré par les éléments du COSE qui retournent au FPLP après la mort de leur chef. La rupture avec G. Appel est consommée et le KAG apparaît. Le FPLP, peu intéressé par les subtilités alphabétiques danoises, laisse au groupe le nom qu'il lui donne par plaisanterie depuis l'origine : "Toffah" (pomme en arabe, comme Appel donne phonétiquement pomme en anglais). Les contacts sont maintenus par Jensen, qui rencontre encore Marwan al-Fahoum en mai 1979, puis par Torkil Lauesen, Niels Jorgensen, Jan Weimann et Bo Weimann et Karsten Möller-Hansen, selon les cas; ils rencontrent Marwan al-Fahoum et Tayssir Qob'ah tout au long des années 80, soit, rarement, au Danemark -Qoba'h s'y rend en 1986- soit en Algérie (1984) en Syrie ou à Chypre et au Liban (1984-86).

En 1982 le FPLP installe au Danemark Samir Faddi, son représentant officiel pour la Scandinavie, afin qu'il puisse cornaquer plus aisément le KAG. Marwan al-Fahoum a organisé pour lui un mariage blanc avec l'une de ses opératrices danoises. Sans doute par hasard, Faddi, qui va résider sept ans dans ce pays sous quatre identités différentes et y exercer la profession de traducteur, achète en février 1987 un appartement situé dans le bloc d'immeuble du 2 de Blekingegade, là où, depuis 1986, se trouve dissimulé l'arsenal dont nous avons parlé plus haut. Autre coïncidence, les fenêtres de son logement donnent directement sur la cache d'armes et permettent de la surveiller aisément... Faddi quitte le Danemark au printemps de 1989, alors que l'enquête sur le hold-up de la poste s'oriente un peu trop vers ses protégés du KAG pour son goût...

En mars 1983, Mohamed Toman et Ali Massoud Ghazi, alias Hassan Mahmoud Munzer, deux responsables des opérations du FPLP en Europe, sont arrêtés à Roissy-CDG alors qu'ils sont en transit sur un itinéraire Copenhague-Damas. Dans leurs bagages, six millions de couronnes danoises (\pm 5 millions de FF.) provenant d'un hold-up commis le 2 mars 1983 dans une banque de Lyngby, au Danemark, par le KAG. Durant une partie des années 70 Toman et Ghazi ont opéré à partir de Copenhague, où ils étaient connus pour être détenteurs de passeports diplomatiques sud-yéménites.

En avril 1989, encore, deux de leurs vieilles connaissances palestiniennes sont interpellées en même temps que les militants du KAG : Hassan Abou Daya et de Safi Bakir, ex-militants du COSE et toujours adhérents du FPLP. Déjà résidents au Danemark au début des années 70, ils étaient alors sous les ordres d'Aref Mustafa, évoqué plus haut.

En novembre 1990 enfin, quand débute le procès du "Groupe Apple", le procureur danois inculpe Marwan al-Fahoum, responsable de la sécurité du FPLP, de complicité dans divers crimes commis par le KAG.

Les activités clandestines du KAG

Au service du FPLP, le KAG effectue des missions de renseignement, d'appui logistique matériel et financier, mais, c'est à signaler, aucune action terroriste, à notre connaissance tout du moins.

- Le "travail antisioniste" et la collecte de renseignement

Bo Weimann, de son métier archiviste à la Bibliothèque royale danoise, dirige pendant près d'une décennie un groupe "renseignement" qui s'intéresse tout particulièrement à la communauté juive du Danemark :

. Constitution de listes de juifs danois, ou de Danois favorables à Israël (327 noms, adresses, téléphones et éléments socio-professionnels); un fichier tenu à jour jusqu'en 1988,

. Fichage de sociétés commerciales liées à Israël, notamment celles qui interviennent sur les marchés d'armement,

. Surveillance physique d'individus, juifs ou autres (190 personnes "environnées" entre 1980 et 88).

C'est ce groupe, enfin, qui se charge de louer des appartements (12 entre 80 et 88, dont 9 sont utilisés comme "planques") et des véhicules, à partir de documents d'identité falsifiés.

• Les hold-up

Le premier est commis en mars 1983 à Lyngby, et rapporte 8,3 millions de couronnes danoises (CD); d'autres suivent en décembre 1985 (la poste de Herlev, 1,5 M. de CD) en 1986 (attaque d'un transporteur de fonds de la Amagerbank, date et montant non connu de nous; décembre : caisse du grand magasin Daells Warehouse, 8 M. de CD) et en novembre 1988, enfin (poste de la Kobmagergade à Copenhague, 13 M de CD). Au cours de ce dernier hold-up, un policier porteur de fonds de la Amagerbank, date et montant non connu de nous; décembre : caisse du grand magasin Daells Warehouse, 8 M. de CD) et en novembre 1988, enfin (poste de la Kobmagergade à Copenhague, 13 M de CD). Au cours de ce dernier holdup, un policier de 22 ans, Jesper Egtved Hansen est abattu par lun dei; membres du commando pour couvrir sa fuite. Au total, ces hold-up rapportent au KAG la somme de 28 millions de CD (±23 millions de FF.) la plus grande partie de cette somme étant rétrocédée au FPLP.

• Les caches d'armes

Pillages d'arsenaux, constitution d'une cache centrale à Copenhague et d'autres, plus petites, dans trois pays d'Europe occidentale : ces actions sont décidées par le FPLP, a son profit et exécutées par les militants du KAG. Lors du procès, les accusés danois prétendent que ces armes étaient a disposition du chef militaire du FPLP, connu sous le nom "d'Abou Fahd", qu'elles étaient destinées à être convoyées au Proche-orient et utilisées par le FPLP pour ses opérations de guerillas: c'est douteux. Comme le KAG ne les destinait pas au lancement d'une guérilla urbaine locale, on pense que ces armes devaient rester en Europe et servir au Département international du FPLP, en cas d'une éventuelle campagne terroriste sur notre continent.

Les armes proviennent du pillage de deux arsenaux de l'armée suédoise, celui de Flen en novembre 1982 et de Jarna, en novembre 1986; ce dernier est dynamité après la "visite" afin que le vol ne soit pas remarqué. Stockes d'abord dans des appartements de Copenhague, dont celui de Blekingegade, armes, munitions et explosifs sont ensuite répartis en Europe:

- Cache française : dans la forêt de Fontainebleau, au lieudit "Plaine de Baudelut"; deux valises enterrées qui

contiennent 39,6kg d'explosif, des cartouches de pentrite de même provenance que celles de Blekingegade (Bofors, Suède, 1950); 10 grenades à main avec détonateur, 9,7 ni de cordon détonnant et 18 détonateurs électriques. Elle a été constituée par l'un des dirigeants de l' Union générale des étudiants palestiniens en France, adhérent du FPLP. La découverte de la cache le

17 septembre 1986, largement couverte par la presse, alerte sans doute le FPLP, puisque les autres seront trouvées vides,

- Cache autrichienne: dans une forêt proche de Magersdorf, à 40 km au nordouest de Vienne,
- Cache suisse : dans la forêt de Kleinandelfinger, à 38 km au sud-est de Zürich.

Motif d'inquiétude pour les polices d'Europe: en comparant ce qui a été récupéré au Danemark, dans la forêt de Fontainebleau à ce qui a été volé en Suède, on constate que manquent à l'appel:

- 6 lance-roquettes Miniman (34 volés 28 retrouvés)
- Une valise de pistolets-mitrailleurs,
- 78 grenades à main,
- ±40 k d'explosif type plastic.

• L'opération "Good Caesar"

Il s'agit du projet d'enlèvement, jamais réalisé, de Jörn Rausing, fils de Gad Rausing, PDG suédois de Tetrapak dont la fortune est estimée à ± 5 milliards de dollars, par les militants du KAG. Jörn Rausing, étudiant à l'Université de Lund, au sud de la Suède, au milieu des années 80, devait être enlevé le 7 janvier 1985, caché dans un chalet loué en décembre 1984 à Droben, bourgade norvégienne proche d'Oslo et échangé contre une rançon de 25 millions de dollars. Cette somme devait alors être remise au ProcheOrient, en deutschmarks, francs suisses, gulden hollandais et dollars, à un intermédiaire du FPLP dont le nom de code était "Good Caesar".

L'affaire avait été commanditée et financée par le FPLP (±250 000 couronnes danoises); elle ne s'est finalement pas faite au moment prévu par suite des scrupules moraux des militants du KAG, plus à l'aise dans l'appui logistique que dans une opération pouvant s'achever par l'élimination du kidnappé. Un plan de campagne très détaillé est retrouvé à Blekingegade : notes très précises concernant toute la famille Rausing, plans, distribution des rôles, photographies, 40 heures de vidéo sur la maison de Jörn Rausing et ses environs, à Lund. Les appels téléphoniques à Rausing père, pour engager la négociation, devaient être passés depuis Hambourg, Zürich, Amsterdam, Lausanne et Strasbourg. Dans le cahier du plan, apparaissent les noms d'Abou Ali Mustafa, Tayssir Qoba'h et de Marwan al-Fahoum qui organisent des réunions de planification avec des militants du KAG en novembre 1984, à Damas, puis en décembre à Alger (Marwan al-Fahoum, Niels Jorgensen et Karsten MöllerHansen).

Furieux du refus des camarades du KAG de passer à l'action, Marwan al-Fahouin tente de les convaincre au cours de deux réunions, à Chypre (Niels Jörgensen et Bo Weimann) les 2 et 3 mars 1985, puis à Berlin-Est le 11 mai 1985; malgré cela, le KAG tergiverse et n'entreprendra rien. Cette insistance vaudra à al-Fahoum -qui à l'époque, coïncidence encore, résidait à Lund avec son épouse suédoise, originaire de cette ville - d'être inculpé en novembre 1990 de tentative d'enlèvement par un tribunal danois.

Dans le même dossier de Blekingegade, figuraient des dossiers très détaillés (impôts,

comptes en banques, activités et habitudes, frasques extra-conjugales, etc.) sur 27 familles fortunées du nord de l'Europe, dont 7 suédoises et les plans préliminaires d'enlèvement d'un industriel allemand et d'un milliardaire norvégien.

Le procès du KAG

Le procès des militants du KAG s'ouvre à Copenhague en septembre 1990; sont physiquement présents sept danois : Peter Dollner, né en février 1948, Niels Jorgensen (1/1954), Torkil Lauesen (9/1952), Karsten Møller-Hansen (4/1954), Karsten Nielsen (2/1953), Bo Weimann (5/1956) et Jan Weimann (11/1947). Un procureur passant pudiquement sur la dimension palestinienne de l'affaire; et mettant surtout en avant les hold-up et le meurtre d'un policier au cours d'un de ceux-ci; des jurés à la tripe tiers-mondiste; des inculpés faisant bloc, n'avouant que le strict minimum et se couvrant les uns les autres : rien d'étonnant à ce que le verdict qui tombe au début du mois de mai soit d'une grande clémence. Les prévenus sont déclarés non coupables du meurtre du policier et de quatre hold-up sur cinq; deux des inculpés sont acquittés, cinq condamnés à dix ans de réclusion. Pas un palestinien n'est inquiète, ou même recherché un peu activement.

Conclusion

Ainsi s'achève, par un procès-enterrement de première classe, l'affaire du "Réseau Apple". Elle n'en constitue pas moins une exploration sans précédent de la plus grande opération de manipulation -connue à ce jour - d'un groupe révolutionnaire européen par des palestiniens radicaux. Mais allons plus loin: y a-t-il d'autres "groupes Apple" en Europe ? Certains signes permettent de le penser. Comme celui ci: le numéro d'août 1991 de "Democratic Palestine", organe du département international du FPLP, contenait un message de solidarité de l'exact équivalent suédois du KAG, le Parti Communiste Marxiste-Léniniste Révolutionnaire de Suède, KP-MLr. Daté "Camp d'été du KP-MLr, le 6 juillet 1991, il se concluait ainsi: "Nous, les 500 participants du camp d'été du KP-MLr ... Sommes à vos côtés pendant ces temps difficiles. Notre ennemi est le vôtre, votre ennemi est le notre"...

Annexes

1 - Principaux attentats du Commandement des opérations spéciales à l'étranger (Cose-F.p.l.p.), 1968-1976

(Attentats commis -sauf dans le cas de "commandos internationalistes"- hors du "champ de bataille" libano-israélien)

1968

Juillet : détournement d'un Boeing 707 d'El Al Rome-Tel Aviv par un commando de trois fedayin. L'avion se pose à Alger. Les derniers otages sont libérés le 1er septembre. Le lendemain, Israël relâche 76 Palestiniens.

Décembre : attaque - jet de grenades, tir d'armes automatiques- à l'aéroport d'Athènes, contre un avion d'El Al Tel Aviv-New York, par un commando de 2 fedayin. Un mort, un blessé.

1969

Février : attaque, à l'aéroport de Zürich, d'un Boeing israélien par un commando de 4 fedayin. 2 morts, 6 blessés.

Juillet : attentat à la bombe, à Londres, contre le grand magasin Marks & Spencer d'Oxford street. Dégâts matériels.

Août : détournement, à l'escale de Rome, d'un Boeing 707 de la TWA Los Angeles-Tel Aviv par un commando de 2 fedayin (dont Leila Khaled). L'avion se pose à Damas, et est détruit par explosif. Les otages sont libérés par les autorités syriennes. Ultérieurement, Israël libère 71 personnes, civiles et militaires, provenant de divers pays arabes.

Septembre : jet de grenades à La Haye, dans l'ambassade d'Israël. Dégâts minimes. Opérations identiques à l'ambassade de Bonn et au bureau d'El Al à Bruxelles.

Décembre : échec, à Athènes, d'une tentative de détournement d'un avion de la TWA, et arrestation d'un commando de 3 fedayin.

1970

Février : échec, à Francfort, d'une tentative de détournement d'un avion d'El Al, par un commando qui jette ses grenades dans une navette du vol. 1 tué, 11 blessés, tous israéliens.

Septembre : détournement, au-dessus de la Belgique, d'un Boeing 707 de la TWA Francfort-New York, par un commando de 2 fedayin.

. Le même jour, détournement, au-dessus de la France, d'un DC-8 de la Swissair Zürich-New York par un commando de 3 fedayin.

. Le même jour, tentative de détournement, au-dessus des Pays-bas, d'un Boeing 747 de la Pan Am par un commando de 2 fedayin. Après une escale à Beyrouth, l'avion se pose au Caire où le commando le fait exploser. Cette opération est menée pour protester contre l'acceptation par l'Egypte du plan Rogers américain.

. Le même jour, tentative de détournement, au-dessus des Pays-bas, d'un Boeing 707 d'El-Al Tel Aviv-New York, par un commando de 2 fedayin (dont Leila Khaled). Echec. Un fedayin nicaraguayen est blessé à mort. L'avion se pose à Londres.

Deux jours plus tard, détournement d'un Viscount VC 10 de la BOAC Bombay-Londres par un commando de 3 fedayin. Après une escale à Beyrouth, l'avion rejoint l'aéroport de fortune de Zarka, l'"aéroport de la Révolution", en "territoire libéré", en Jordanie, où le Boeing de la TWA et le DC8 de la Swissair détournés l'avant-veille se trouvent déjà. Les otages conservés par le FPLP (américains, israéliens, britanniques, allemands, anglais) sont menacés de mort si les fedayin prisonniers en RFA, en Suisse, en Grande-Bretagne et en Israël ne sont pas libérés.

Le 12 Septembre, les 3 avions sont détruits par explosif, après évacuation. Le 1er Octobre, 7 membres du FPLP (dont Leila Khaled) sont conduits au Caire, et quelques jours plus tard,

disparaissent entre Damas et Beyrouth. Les derniers otages ont été soit libérés, soit délivrés par l'armée jordanienne, dans les derniers jours de septembre.

1972

Février : un commando de la fraction de Waddi Haddad du FPLP (Front populaire révolutionnaire) détourne un Boeing 747 de la Lufthansa New-Dehli-Athènes, qui se pose à Aden. Une rançon de 5 millions de dollars est versée par le gouvernement de la RFA. Le commando se rend aux autorités sud-yéménites, qui les libèrent peu après. Quelques jours plus tard, George Habbache, lors d'une conférence de presse à Beyrouth, nie toute responsabilité du FPLP dans cette opération.

Mai : attaque -jet de grenades, tir d'armes automatiques- de 3 membres de l'Armée Rouge Japonaise agissant pour le compte du FPLP à l'aéroport de Lod-Tel Aviv. Un seul japonais survit. 28 morts, 76 blessés.

Juin : un commando de fedayin à bord d'une vedette rapide tire dix obus debazooka sur un pétrolier, le Coral Sea. Le tanker, chargé de 70 000 tonnes de pétrole iranien, se dirigeait vers le port d'Eilat (Israël) et passait au moment de l'attaque non loin de l'îlot de Perim, au large du sud-Yémen, à l'entrée de la mer rouge. Violent incendie à bord. Pas de victimes.

1973

Juillet : assassinat à Washington D.C. (U.S.A.) d'un colonel israélien attaché d'ambassade, devant son domicile. Revendication du FPLP.

. Un commando mixte Armée Rouge japonaise-FPLP s'empare, à Amsterdam, d'un Boeing 747 des Japan airlines. L'avion se pose sur un aéroport libyen et est détruit par explosif.

Décembre : tentative d'assassinat à Londres, de Joseph Sieff, président de la chaîne de magasins Marks & Spencer, et vice-président de la Fédération sioniste britannique.

"Carlos" -alors l'un des lieutenants de Waddi Haddad- lui tire une balle en plein visage. M. Sieff survit par miracle. Action revendiquée par le FPLP.

1974

Janvier : Une bombe est jetée par "Carlos" dans les bureaux de la succursale londonienne de la banque israélienne Hapoalim. Dégâts importants. Un blessé. Action revendiquée par le FPLP.

. Un commando mixte Armée Rouge Japonaise-FPLP déclenche un incendie, à Singapour, dans des installations pétrolières de la Shell et prennent plusieurs passagers d'un Ferry-boat en otages Statu quo, mais...

Février : cinq jours plus tard, un autre commando mixte du FPLP prend d'assaut l'ambassade du Japon au Koweït et s'empare de 12 otages, dont l'ambassadeur. Le commando de Singapour est conduit par un avion de Japan airlines à Koweït. Le "commando" local relâche alors ses otages et s'envole avec ses "collègues" pour le sud-Yémen, où ils disparaissent.

Mars : échec d'une tentative de détournement d'un Boeing 747 de la KLM Amsterdam-Tokyo, à son escale de Beyrouth, par un groupe mixte FPLP-JNALP de 6 fedayin, qui sont arrêtés par la police libanaise.

Juillet : arrestation à Paris, de japonais de l'Armée Rouge liés au FPLP, alors qu'ils préparaient d'importantes opérations dans plusieurs pays européens.

1975

Janvier : un commando "Haddad-Carlos" tire une roquette sur un avion d'El Al, à Orly. L'avion est manqué et la roquette atteint un avion yougoslave. Pas de victimes.

. Une semaine plus tard, un groupe de même provenance ("Commando Mohamed Boudia") revient à Orly et se fait repérer avant d'avoir pu agir. Fusillade, prise d'otages et fuite du commando pour l'Irak à bord d'un avion d'Air France. 20 blessés.

Décembre : un commando "Haddad-Carlos" composé de six individus puissamment armés, attaque, à Vienne, une réunion ministérielle de l'OPEP, et prend 70 personnes en otages dont 11 ministres du pétrole. Après un siège de trente-six heures, un avion emmène tout d'abord le commando et les otages à Alger, puis à Tripoli (Libye). Après un aller et retour entre ces deux capitales, les membres du commando disparaissent. Au total, 3 morts et 8 blessés.

1976

Janvier : 3 fedayin, membres de la fraction scissionniste de Waddi Haddad sont arrêtés à l'aéroport de Nairobi avant d'avoir pu tirer des missiles Sam 7 sur un avion d'El Al. Quelques jours plus tard, arrestation, au même endroit, d'un second commando composé de militants de la Fraction armée rouge.

Juin : un commando organisé par Fayez Jaber, proche collaborateur de Waddi Haddad, détourne, à Athènes, un Airbus d'Air France Tel-Aviv-Paris. Après plusieurs escales, l'avion se pose à l'aéroport d'Entebbe, en Ouganda. Les terroristes demandent la libération de 54 fedayin détenus dans les prisons d'Israël, de Suisse, d'Allemagne, de France et du Kenya. Dans la nuit du 4 au 5 juillet, un commando israélien anéantit le groupe terroriste et libère tous les otages.

Août : un commando (2 fedayin du groupe de Waddi Haddad) attaque sur l'aéroport d'Istanbul -tir d'armes automatiques, jet de grenades- les passagers en attente d'un vol EL AL. 4 morts, 26 blessés.

Septembre : un commando d'un groupe scissionniste du FPLP détourne à son escale de Nice, un D.C.9 de la KLM Malaga-Amsterdam. Après tout un circuit, les 3 fedayin sont envoyés en Irak, où ils disparaissent. Aucune de leurs revendications n'est satisfaite.

1977

Octobre : Un commando mixte Raf/Cose-FPLP détourne un avion de la Lufthansa Majorque-Francfort avec 79 passagers à bord. Le commando, 2 hommes et 2 femmes, complète ainsi l'enlèvement, par la Raf, du président du patronat allemand, Hans-Martin Schleyer. Le commando exige la libération des prisonniers de la Raf et une rançon de 18 millions de dollars.

L'avion fait plusieurs escales au Moyen-Orient et en Afrique Orientale. Le commandant de bord est finalement assassiné. A Mogadiscio, Somalie, l'unité allemande GSG9 libère l'avion et les passagers. 3 Terroristes sont tués, et 1 blessé. C'est la dernière opération pour le cose-PLP "historique".

2 - Un "militant internationaliste" du FPLP : Marc-Roland Rudin

Jusqu'à sa fuite de Suisse en 1980, Marc-Roland Rudin, ci-après MRR, né en 1945, était un militant révolutionnaire d'inspiration communiste-combattante : une sorte de Frédéric Oriach helvétique. Avec un ou deux complices, il avait organisé -et revendiqué sous le nom de "Les Internationalistes Enragés" deux attentats en soutien à ETA et aux GRAPO, le 23 novembre 1979 contre une banque espagnole, à Fribourg; le 7 mai 1980 contre l'ambassade d'Espagne à Berne. Pour couper à sa peine de 4 ans de prison, Rudin s'enfuit au Proche-Orient. Il est déjà, à ce moment, en contact avec le Département international du FPLP, puisque des Danois, anciens membres du KAG, le reconnaissent sur photo comme "Ziyad", présent lors d'un rendez-vous avec Marwan al-Fahoum et Tayssir Qoba'h, à Beyrouth, en 1979. Rudin travaille donc au bureau de Beyrouth du DI-FPLP jusqu'à l'attaque israélienne de l'été 1982, puis à Damas. Par la suite, le DI-FPLP l'utilise comme contrôleur extérieur du KAG, à Copenhague. Connu des militants du KAG sous le nom de "Paul", il arrive au Danemark le 18 octobre 1988 et est logé dans l'appartement conspiratif de Blekingegade (où ses empreintes digitales sont trouvées en abondance). MRR est là pour s'assurer que le groupe danois, qui s'est "dégonflé" au moment d'enlever Jörn Rausing, ne va pas avoir de nouveaux états d'âme au moment d'accomplir le hold-up, imminent, de la poste de Købmagergade. MRR quitte l'appartement de Blekingegade la veille du hold-up (2 novembre 1988) et disparaît. En 89-90 on le dit instructeur dans les camps du FPLP de la vallée de la Bekaa. Il est arrêté par la police turque le 14 octobre 1991, non loin du village de Yayladagi, dans la province du Hatay (Alexandrette), proche de la frontière syrienne, par conséquent. MRR est porteur d'un passeport helvétique falsifié au nom de Oskar Weldmann et d'un pistolet 7.65 dont il ne fait pas usage. Parti de la Bekaa, il se rendait en Suisse via la Turquie et la Grèce. Recherché par Interpol-Suisse et par le Danemark pour sa participation au hold-up meurtrier de Købmagergade, MRR est depuis lors détenu en Turquie et attend son extradition vers Copenhague. Arrêtés en même temps que lui:

- Sa compagne, Sally Bland, une citoyenne américaine née en 1944, originaire de Dallas, Texas. Elle est employée à plein temps au Département international du FPLP, sous le nom de "Lamis" depuis plus longtemps encore que MRR; elle a passé une partie des années 70 au Danemark, en contact avec les responsables du FPLP en Scandinavie, Marwan al-Fahoum, etc. a les sympathisants locaux, comme le KAG. Son rôle : éditer "Democratic Palestine" et organiser des rencontres entre mouvements "antiimpérialistes", européens ou autres, sympathisants de la cause palestinienne et le Département international du FPLP. Détendue en Turquie jusqu'au 1er novembre 1991 elle est à cette date expulsée vers la Syrie.

- Attila Ogur, né en 1956 à Tarsus dans la province turque de Mersin. Recherché depuis six ans par la police turque, il serait l'un des cadres importants de la structure de commandos de Dev. Sol et responsable, à ce titre, de plusieurs attentats "anti-impérialistes" commis en Turquie, notamment contre des Américains.

“Etudions consciencieusement la pensée militaire du Président Mao”

Alain Paucard¹¹

¹¹ Romancier et essayiste, Alain Paucard a été, à la charnière héroïque des années 60 et 70, l'un des cadres de

A la charnière des années soixante-dix, nombre de jeunes occidentaux se trouvèrent fascinés par Mao Tsé TOUNG (aujourd'hui Mao ZEDONG) et sa pensée. N'ayant pas connu l'époque des combats des communistes "inféodés à Moscou", ils reportaient leurs espoirs sur la Chine de la Révolution Culturelle. Le président Mao laissait-il échapper une bulle, qu'ils la reprenaient et, mieux, la transformaient afin que leurs théories aient raison de la réalité. C'est ainsi qu'en Mai 70, Mao ayant annoncé que "dans le monde, la tendance principale, c'est la révolution", cette tendance, de "principale" devenait dans leurs écrits "générale". Reconnaissons que Mao avait le goût et le sens des formules et que s'y référer était bien excitant pour des cervelles pauvres en réflexions. "Là où le balai ne passe pas, la poussière ne s'en va pas d'elle-même" affirmait Mao : on pouvait, là dessus, pratiquement gloser à volonté.

Pourtant, nombre des admirateurs juvéniles de Mao furent déçus. Dans ses écrits militaires, eux qui rêvaient plaies et bosses ne trouvaient guère de conseils pratiques, de recettes, pour lancer sans attendre la lutte armée. Certes, Mao avait écrit : "une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine" mais c'était évidemment une métaphore -même si une vague d'incendies dans le midi de la France avait pu faire croire un instant au début du grand soir. Au contraire d'un Guevara, d'un Marighella, voire d'un Blanqui -allant jusqu'à définir les dimensions optimales des pavés servant à ériger les barricades¹²- Mao, qui passait pourtant pour un spécialiste de ces questions, n'expliquait pas comment tendre une embuscade.

La question que se posaient ces jeunes gens était de savoir si l'on pouvait appliquer la théorie de Mao à la prise du pouvoir dans les pays développés (on ne disait pas encore industrialisés). Si leur réponse unanime fut "oui", Ils différèrent en revanche sur la méthode.

"Maos" et marxistes-léninistes

- Les maoïstes, professant que Mao avait innové, voire carrément rompu avec le stalinisme, pensaient que la lutte armée devait commencer "tout de suite"; qu'on passerait progressivement des barres de fer aux fusils et que les "zones libérées" chères à Mao étaient, chez nous, les secteurs où la police ne pourrait bientôt plus pénétrer¹³.
- Les marxistes-léninistes, plus traditionnels et "Staliniens", expliquaient que c'était le caractère spécifique de la pensée de Mao qui devait être pris en compte et qu'on n'échapperait pas au schéma classique avec sa phase d'insurrection armée.

Cependant, dans les manifestations, les deux tendances scandaient ensemble la célèbre pensée "le pouvoir est au bout du fusil". Lors du séminaire sur la clandestinité (voir Notes & Etudes n°1, août 1987), nous écrivions : "formule géniale (dans le sens baudelairien : le génie, c'est créer un poncif) elle désigne la cible (le pouvoir), le moyen (le fusil). Elle vaut pour la conquête comme pour la défense dudit pouvoir. Elle indique la direction (au bout) et balaie les autres moyens de conquête (pouvoir = fusil)". Si l'on en juge par ce qui s'est passé en

l'organisation Marxiste-léniniste "Ligne rouge". Sa présence a notre séminaire et dans les colonnes de "Terrorisme & Violence Politique" témoignent du fait qu'il a désormais une vision plus décontractée des rapports sociaux. Ses derniers ouvrages : "Les criminels du béton", Les Belles Lettres, collection "Iconoclastes", juillet 1991; "Supplique à Gorbatchev pour la réhabilitation de Staline", Le Dilettante, septembre 1991.

¹² Notamment dans "Instructions pour une prise d'armes", le premier manuel de guérilla urbaine jamais écrit (sans doute en 1869), retrouve dans les manuscrits de Blanqui déposés à la Bibliothèque nationale. Ce texte mythique a été repris pour la première fois dans "La Critique Sociale" de Boris Souvarine en octobre 1931. "Terrorisme & Violence Politique" en publiera des extraits significatifs dans l'un de ses prochains numéros.

¹³ La référence était la Goutte d'Or pendant la guerre d'Algérie. Aujourd'hui, serait-ce le Val Fourré ?

Allemagne, en Italie ou ailleurs avec les Brigades rouges et consorts, cette pensée de Mao, appliquée de manière dogmatique, a suscité des vocations et fait débat, mais surtout conduit à des catastrophes. En revanche, on pouvait opposer à ceux qui traitaient cette pensée d'enfilade de lapalissades réductrices que la Chine était bel et bien devenue communiste grâce à -ou à cause de- Mao et que les circonstances “objectives” (l'état de déliquescence et de corruption de la société chinoise) n'expliquait pas tout, sinon bien d'autres pays seraient eux aussi devenus communistes. Pour faire la révolution en Chine -sa première tâche- et établir la loi martiale du communisme, Mao, classiquement, analyse distinctement l'universel et le spécifique. L'universel, c'est la philosophie de l'action. Prendre le pouvoir, mieux encore, le désirer, est une activité conforme à la nature humaine : tous les philosophes et politologues antérieurs à Mao le confirment. Le spécifique, ou encore le particulier, c'est la célèbre “analyse concrète d'une situation concrète”.

Mao disciple de Sun Tze

Quand Mao s'inspire - sans le dissimuler - du célèbre stratège chinois Sun Tze (VI^e à Vème siècle avant notre ère), il combine les deux, puisque Sun Tze définit à la fois des règles générales (“on est toujours vainqueur par les fautes des ennemis, vaincu par ses propres fautes”) et des règles particulières (Cf. la constante référence, non seulement à la Chine et à son histoire, mais encore à sa philosophie, à sa culture dans son sens le plus large).

C'est pourquoi, il nous est apparu “politiquement juste” - comme on disait à l'époque- de reproduire le chapitre premier de “Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine”. Au passage, on notera un “classique” du communisme: la promesse permanente d'un monde en paix, auquel on ne parvient que grâce à une ultime guerre, la “der des der”¹⁴. On affirme donc couramment que Mao a “appliqué” le marxisme aux conditions spécifiques de la Chine. Cela semble juste. En tout cas, comme la plupart des dirigeants communistes d'envergure, Mao est aussi capable d'opportunisme, le vrai, que d'aucuns nomment pragmatisme. L'universel, c'est aussi le marxisme, une philosophie de l'action à vocation planétaire, relayée par une pensée synthétique. Donnons deux exemples, archi-connus, justement parce qu'ils se prêtent à toutes les interprétations en qu'en même temps ils sont clairs (“contradiction apparente”).

- Le pouvoir est au bout du fusil (voir plus haut). Ce slogan fut, pendant près de dix ans, au centre de la culture militaire des maoïstes européens.
- Le parti commande aux fusils : formule lapidaire indiquant le primat du politique sur le militaire (La guerre est une chose trop sérieuse pour être laissée aux militaires, disait, paraît-il, Clémenceau). Mais la suite de la citation (in “Problèmes de la guerre et de la stratégie” (6/11/3) semble indiquer que le militaire “de base” a parfois des velléités d'indépendance : “Il est inadmissible que les fusils commandent au parti”. Ces slogans sont faciles à assimiler et à répéter. A n'en pas douter, ils ont une fonction religieuse, unificatrice, à la manière d'un mantra “formule rituelle sonore, donnée par le maître à son disciple dans l'hindouisme et le bouddhisme, dont la récitation a le pouvoir de mettre en jeu l'influence spirituelle qui lui correspond”¹⁵

Le rôle du Parti

¹⁴ Voir “ Le but de la guerre est de supprimer la guerre”

¹⁵ In “ Dictionnaire des symboles ” (Robert Laffont) par Jean Chevalier & Alain Gheerbrant.

L'aspect spécifique de la pensée de Mao, c'est, bien sûr, qu'il lutte en Chine, à une période spécifique, mais aussi qu'il se sert d'un outil de contrôle efficace (même s'il n'est pas éternel...) : le parti communiste. Comme tous les révolutionnaires de talent -la prise du pouvoir est le seul critère pour reconnaître cette "qualité"- Mao est un opportuniste, qui applique un dicton connu : "faites ce que je vous dis, pas ce que je fais". Ce n'est donc pas des "conditions objectives" que part Mao pour conduire la lutte, mais de sa propre volonté, de son propre "subjectivisme", qui sort bien plus de sa tête que des conditions "économiques et sociales" de la Chine où, dès les années 1910, il est urgent et indispensable d'adapter la société, mais où rien ne prouve de manière "scientifique" la nécessité d'une guerre révolutionnaire.

L'idéologie comme arme de guerre

Dans la pensée militaire de Mao, l'idéologie communiste (nous disons bien idéologie, et non philosophie) a joué le rôle d'une arme de guerre. Mais de quel type de guerre s'agissait-il ? Car si la grande presse ou les "politiques" utilisent indifféremment les termes "guerre populaire", "guerre révolutionnaire", "guérilla", ces trois concepts, qui possèdent des rapports de causalité entre eux, peuvent avoir des finalités divergentes :

- La guérilla est une guerre de partisans, conduite parfois en liaison avec une armée régulière. Mais elle n'est pas nécessairement révolutionnaire (les Espagnols contre Napoléon), ou populaire (Wingate en Birmanie).

- Une guerre populaire est une guerre où les aspirations (mais pas forcément les intérêts) du peuple coïncident avec ceux de l'organisation militaire, mais qui ne vise pas obligatoirement à l'édification d'un régime communiste après la victoire (Ulster, Palestine).

- Une guerre révolutionnaire est une guerre qui applique des méthodes révolutionnaires comme fusiller les généraux incapables, par exemple).

Mais, entre ces trois concepts, Mao brouille les cartes et complique les choses : "La guerre révolutionnaire, c'est la guerre des masses populaires; on ne peut la faire qu'en mobilisant les masses, qu'en s'appuyant sur elles" (in "Soucions-nous davantage des conditions de vie des masses et portons plus d'attention à nos méthodes de travail" (27/1/1934).

Pour lui, guerre révolutionnaire et guerre populaire se confondent. Sa guerre révolutionnaire est à la fois militaire (évidemment) politique (bien sûr) idéologique (puisque communiste) et culturelle (plus important qu'il y paraît). Mao la nomme Guerre prolongée; selon lui, elle se développe en trois étapes militaires : la guérilla, la guerre de mouvement et la guerre de position.¹⁶

La règle, c'est que la guérilla crée les conditions de la guerre de mouvement, laquelle permet de passer, par le truchement du "célèbre changement qualitatif" à la guerre de position. En fait, guerre de guérilla et guerre de mouvement peuvent se dérouler en même temps dans des endroits différents. En cela la guerre révolutionnaire dispose du don d'ubiquité.

Le développement de ce qui précède est parfaitement explicité dans "De la guerre prolongée" (Mai 1938) dont nous donnons deux chapitres très significatifs.

Et l'armement ?

¹⁶ Lire à ce propos, "Les trois étapes de la guerre prolongée" et le texte suivant.

Certains lecteurs vont s'étonner que nous puissions évoquer la guerre sans parler de l'armement. Dans sa grande sollicitude, Mao qui, rappelons-le, possède des zones "libérées" a écrit : "En créant notre propre industrie de guerre, nous devons nous garder d'être dépendants d'elle. Notre politique fondamentale est de nous appuyer sur l'industrie de guerre de l'impérialisme et de notre ennemi à l'intérieur du pays. Nous avons droit à la production des arsenaux de Londres et de Hanayang et les unités de l'ennemi se chargent du transport. Ce n'est pas une plaisanterie, c'est la vérité" (in "Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine").

Le concept de "Front uni"

Mais la création géniale des communistes, idée qui n'est pas de Mao, mais vient tout droit du VII^e congrès de l'Internationale communiste, c'est l'idée du "Front uni", qu'on nomme également "Front antifasciste", "Front populaire", "Front républicain", etc. selon les latitudes. Pardon aux lecteurs, mais le Front uni est un "Trompe-couillons" qui pousse des gens aux intérêts contradictoires, voire antagonistes, à s'allier avec plus malin, plus retors qu'eux : le Parti communiste. Certes, ça ne marche pas toujours (Espagne, Grèce, etc.) mais quand ça marche -Vietnam- c'est grandiose! Tel Jean le Bon à la bataille de Poitiers, le communiste donne un coup d'épée à droite, puis à gauche. Alors que, durant la période de la révolution culturelle, Mao s'acharne sur l'opportunisme de droite, ou "révisionnisme", dans la période révolutionnaire, il lutte essentiellement contre l'opportunisme de gauche ou "gauchisme"¹⁷. En bonne logique, les "Communistes combattants" du genre RAF, Brigades rouges, Action directe, etc., n'eussent pas fait long feu dans les rangs de l'Armée populaire de libération. Voilà qui pourrait nous rendre Mao sympathique... Mais au fait, qu'aurait pensé le Grand timonier du Sentier Lumineux ? Débarrassé des gauchistes, Mao peut se consacrer au Front uni. Mais contre qui ? Le Front uni doit toujours l'être contre l'envahisseur, et, s'il n'y a pas d'envahisseur, on dénonce son propre ennemi "de classe" comme "valet" ou "collabo" de l'étranger.

Reste le concept de "culturel", qu'il convient d'explicitier. La culture dont parle Mao n'est ni celle sur laquelle dégaine Goebbels (c'est à dire la liberté d'opinion), ni celle que patronne Jack Lang (c'est à dire l'art conçu comme marchandise). Dans l'acception des communistes, la culture est plus classiquement l'ensemble des facteurs sociaux, historiques, artistiques et psychologiques qui composent l'âme d'un peuple. Ils sont très forts pour la reconnaître, la vanter, la louer, mais très vite, ils la détournent et la falsifient. Enfin -le tour est joué- ils manipulent le concept à loisir. L'éducation - ou propagande culturelle - est intimement liée à la prise du pouvoir par la lutte armée. C'est le complément indispensable du Front uni, le lavage de cerveau après le "trompecouillons" évoqué plus haut.

On notera que, dans ses écrits, Mao insiste particulièrement sur la défense stratégique. Cette position stratégique est inhérente à la guerre populaire prolongée. On se doute qu'au début, le guérillero doit se sentir un peu isolé... Mais ne plaisantons pas. Sitôt qu'un gouvernement en place a pris la mesure du danger représenté par une guérilla, il ne peut faire autrement que de chercher à la réduire. (Voir en annexe le chapitre VII de "Problèmes Stratégiques, de la guerre de partisans contre le Japon", mai 1938)¹⁸.

¹⁷ Et c'est facile à comprendre. Mao a besoin du peuple, traditionnellement réactionnaire pour la prise du pouvoir. Une fois en place, plus besoin de "flatter le populo".

¹⁸ On rejoint d'ailleurs là un autre syndrome communiste, celui de la "forteresse assiégée" qui permet de resserrer les rangs puisqu'"être attaqué par l'ennemi est une bonne chose".

Mao est-il ennuyeux ?

Au moment de se plonger dans les textes de Mao, le lecteur craindra sans doute de se noyer dans un océan d'ennui. Qu'il se détrompe ! C'est pourquoi, pour l'aider à mieux percevoir toutes les facettes de la riche pensée du président Mao, nous reproduisons d'entrée des extraits de "La situation actuelle et nos tâches" (25/12/ 47), citations qui, nous le pensons, l'aideront utilement dans l'entreprise de nombre de ses conquêtes personnelles :

“Attaquer d'abord les forces ennemies dispersées et isolées, en ensuite les forces ennemies concentrées et puissantes(...) s'emparer d'abord des villes petites et moyennes et des vastes régions rurales, et ensuite des grandes villes(...) Une ville ou un territoire peuvent être tenus ou pris après avoir changé de mains à plusieurs reprises (...) Mettre pleinement en oeuvre notre style de combat-bravoure, esprit de sacrifice, mépris de la fatigue et ténacité dans les combats continus (engagements successifs livrés en un court laps de temps et sans prendre de repos ...) Savoir mettre à profit l'intervalle entre deux campagnes pour reposer, instruire et consolider nos troupes. Les périodes de repos, d'instruction et de consolidation ne doivent pas, en général, être très longues et, autant que possible, il ne faut pas laisser le temps à l'ennemi de reprendre haleine”.

Nanti de ces précieux conseils, le lecteur n'en abordera que mieux notre sélection des "Ecrits militaires" du président Mao.

Sélection des “Ecrits militaires” de Mao Zedong

[Tous ces textes sont extraits des “Ecrits militaires de Mao Tsé-Toung”, Editions en langues étrangères, Pékin, 1968, qui contiennent tous les morceaux classiques : “ Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine”, “Problèmes stratégiques de la guerre de partisans contre le Japon”, De la guerre prolongée”, etc.]

PROBLEMES STRATEGIQUES DE LA GUERRE REVOLUTIONNAIRE EN CHINE

COMMENT ETUDIER LA GUERRE ? LES LOIS DE LA GUERRE SONT EVOLUTIVES

(...) Nous faisons actuellement la guerre; notre guerre est une guerre révolutionnaire et celle-ci est menée en Chine, c'est-à-dire dans un pays semi-colonial et semi-féodal. C'est pourquoi nous devons étudier non seulement les lois de la guerre en général, mais également les lois spécifiques de la guerre révolutionnaire et les lois spécifiques particulières de la guerre révolutionnaire en Chine.

Personne n'ignore que, quelle que soit la chose qu'on entreprenne, on ne peut connaître les lois qui la régissent, on ne sait comment la réaliser et on ne peut la mener à bien que si l'on en comprend les conditions, le caractère et les rapports avec les autres choses.

La guerre qui a commencé avec l'apparition de la propriété privée et des classes, est la forme suprême de lutte pour résoudre, à une étape déterminée de leur développement, les contradictions entre classes, entre nations, entre Etats ou entre blocs politiques. Si l'on ne comprend pas les conditions de la guerre, son caractère, ses rapports avec les autres

phénomènes, on ignore les lois de la guerre, on ne sait comment la conduire, on est incapable de vaincre.

La guerre révolutionnaire, qu'elle soit une guerre révolutionnaire de classe ou une guerre révolutionnaire nationale, outre les conditions et le caractère propres à la guerre en général, a ses conditions et son caractère particuliers, et c'est pourquoi elle est soumise non seulement aux lois de la guerre en général, mais également à des lois spécifiques. Si l'on ne comprend pas les conditions et le caractère particuliers de cette guerre, si l'on en ignore les lois spécifiques, on ne peut diriger une guerre révolutionnaire, on ne peut y remporter la victoire.

La guerre révolutionnaire en Chine qu'il s'agisse d'une guerre civile ou d'une guerre nationale, se déroule dans les conditions propres à la Chine et se distingue de la guerre en général ou de la guerre révolutionnaire en général, par ses conditions et son caractère particuliers. C'est pourquoi elle a, outre les lois de la guerre en général et les lois de la guerre révolutionnaire en général, des lois qui lui sont propres. Si l'on ne connaît pas toutes ces lois, on ne peut remporter la victoire dans une guerre révolutionnaire en Chine.

C'est pourquoi nous devons étudier les lois de la guerre en général, les lois de la guerre révolutionnaire et, enfin, les lois de la guerre révolutionnaire en Chine.

LE BUT DE LA GUERRE EST DE SUPPRIMER LA GUERRE

La guerre, ce monstre qui fait s'entre-tuer les hommes, finira par être éliminée par le développement de la société humaine, et le sera même dans un avenir qui n'est pas lointain. Mais pour supprimer la guerre, il n'y a qu'un seul moyen : opposer la guerre à la guerre, opposer la guerre révolutionnaire à la guerre contre-révolutionnaire, opposer la guerre nationale révolutionnaire à la guerre nationale contre-révolutionnaire, opposer la guerre révolutionnaire de classe à la guerre contre-révolutionnaire de classe. L'histoire n'a connu que deux sortes de guerres : les guerres justes et les guerres injustes. Nous sommes pour les guerres justes et contre les guerres injustes. Toutes les guerres contre-révolutionnaires sont injustes, toutes les guerres révolutionnaires sont justes. C'est nous-mêmes qui, de nos propres mains, mettrons fin à l'époque des guerres dans l'histoire de l'humanité, et sans aucun doute la guerre que nous faisons est une partie de la dernière des guerres. Mais sans aucun doute aussi la guerre à laquelle nous ferons face sera une partie de la plus grande et de la plus cruelle de toutes les guerres. La plus grande et la plus cruelle des injustes guerres contre-révolutionnaires nous menace, et la plus grande partie de l'humanité connaîtra les pires souffrances si nous ne brandissons pas l'étendard de la guerre juste. L'étendard de la guerre juste de l'humanité, c'est l'étendard du salut de l'humanité; l'étendard de la guerre juste en Chine, c'est l'étendard du salut de la Chine. Une guerre menée par l'immense majorité de l'humanité et l'immense majorité du peuple chinois est incontestablement une guerre juste, c'est l'entreprise la plus noble et la plus glorieuse, l'entreprise qui sauvera l'humanité et la Chine, un pont qui mène à une ère nouvelle dans l'histoire du monde. Lorsque la société humaine en arrivera à la suppression des classes, à la suppression de l'Etat, il n'y aura plus de guerre - ni contre-révolutionnaires, ni révolutionnaires, ni injustes, ni justes. Ce sera l'ère de la paix perpétuelle pour l'humanité. En étudiant les lois de la guerre révolutionnaire, nous partons de l'aspiration à supprimer toutes les guerres ; c'est en cela que réside la différence entre nous autres communistes et les représentants de toutes les classes exploiteuses.

QUELLES SONT LES PARTICULARITES DE LA GUERRE REVOLUTIONNAIRE EN CHINE?

Je crois qu'il y en a quatre principales.

La première, c'est que la Chine constitue un immense pays semi-colonial qui se développe inégalement sur les plans politique et économique, et qui a connu la révolution de 1924-1927.

Cette particularité indique qu'en Chine la guerre révolutionnaire peut se développer et triompher. Nous avons déjà signalé cette possibilité (à la Première Conférence de l'Organisation du Parti de la Région frontière du Hounan-Kiangsi) quand, au cours de l'hiver 1927 et du printemps 1928, peu de temps après le début de la guerre de partisans en Chine, certains camarades des monts Tsingking, dans la région frontière du Hounan et du Kiangsi, ont posé la question suivante: "Réussirons-nous à maintenir encore longtemps notre drapeau rouge ?" Car c'était la question fondamentale. Si nous n'avions pas répondu à la question de savoir si les bases révolutionnaires chinoises et l'Armée rouge Chinoise pouvaient exister et se développer, nous n'aurions pas pu avancer d'un seul pas. Le VI^e Congrès du Parti communiste chinois, en 1928, y répondit une nouvelle fois. Dès lors, le mouvement révolutionnaire chinois avait reçu une base théorique juste.

La deuxième particularité de la guerre révolutionnaire en Chine, c'est que notre ennemi est fort.

Dans quelle situation se trouve le Kuomintang, l'adversaire de l'Armée rouge ? Le Kuomintang est un parti qui s'est emparé du pouvoir politique et qui, dans une certaine mesure, a consolidé son pouvoir. Il bénéficie de l'aide de tous les principaux pays impérialistes. Il a procédé à une refonte de son armée, de telle sorte que celle-ci se distingue de toutes les armées ayant jamais existé en Chine et ressemble, dans ses traits essentiels, aux armées des Etats modernes. Par son armement et son équipement, cette armée dépasse de beaucoup l'Armée rouge - par ses effectifs, elle dépasse toute autre armée connue dans l'histoire de la Chine, de même que les armées permanentes de n'importe quel Etat du monde ; elle est absolument sans commune mesure avec l'Armée rouge. Le Kuomintang s'est emparé de tous les leviers de commande et de toutes les positions-clés dans les domaines politique et économique, dans le domaine des voies de communication comme dans le domaine culturel de la Chine, et son pouvoir s'étend à l'ensemble de la nation. (...)

La troisième particularité de la guerre révolutionnaire en Chine, c'est que l'Armée rouge est faible.

L'Armée rouge chinoise est née des détachements de partisans formés après l'échec de la Première Grande Révolution. Ceci s'est produit non seulement dans une période de réaction en Chine, mais également dans une période de stabilisation politique et économique relative des Etats capitalistes réactionnaires du monde.

Notre pouvoir politique se trouve dispersé, isolé, dans des régions montagneuses ou reculées et ne reçoit aucune aide extérieure. Au point de vue des conditions économiques et culturelles, les bases révolutionnaires retardent sur les régions du Kuomintang. Elles ne comptent que des villages et des petites villes. A l'origine, elles étaient, territorialement, extrêmement réduites, et elles ne se sont guère agrandies par la suite. De plus, elles ne sont pas stables ; l'Armée rouge ne dispose pas de bases véritablement solides.

L'Armée rouge a de faibles effectifs ; ses hommes sont mal armés et son ravitaillement en

vivres, couvertures, vêtements, etc. se fait dans des conditions extrêmement difficiles. (...)

La quatrième particularité de la guerre révolutionnaire en Chine, c'est que le Parti communiste en assume la direction et c'est la révolution agraire.

Cette particularité découle nécessairement de la première. Elle conditionne la situation sous deux aspects. D'une part, bien que la Chine, tout comme le monde capitaliste, traverse une période de réaction, la guerre révolutionnaire en Chine peut aboutir à la victoire, car elle est menée sous la direction du Parti communiste chinois et elle jouit de l'appui de la paysannerie. Grâce à cet appui, nos bases bien que de faible étendue, constituent une grande force politique et s'opposent fermement au pouvoir du Kuomintang, qui s'étend sur de vastes régions, et elles créent, sur le plan militaire, de grosses difficultés à l'avance des troupes du Kuomintang. L'Armée rouge, malgré ses faibles effectifs, se distingue par une grande capacité combative, car ses hommes, dirigés par le Parti communiste, sont venus à nous au cours de la révolution agraire et luttent pour leurs propres intérêts ; en outre, commandants et combattants y sont politiquement unis. (...)

DE CES PARTICULARITES DECOULENT NOTRE STRATEGIE ET NOTRE TACTIQUE

Déterminer correctement notre orientation stratégique, lutter contre l'aventurisme dans l'offensive, contre le conservatisme dans la défensive, contre l'esprit des paniquards pendant les déplacements;

Lutter contre l'esprit de partisans dans l'Armée rouge, tout en reconnaissant à celle-ci son caractère d'armée de partisans;

Nous opposer à des campagnes de longue durée et à une stratégie de décision rapide et nous prononcer pour une stratégie de guerre prolongée et des campagnes de décision rapide;

Lutter contre les lignes d'opérations fixes et la guerre de position et nous prononcer pour les lignes d'opérations mobiles et la guerre de mouvement;

Lutter contre les opérations visant seulement à mettre l'ennemi en déroute, et nous prononcer pour celles qui visent à son anéantissement;

Lutter contre la stratégie visant à frapper des deux poings dans deux directions à la fois et nous prononcer pour celle visant à frapper d'un seul poing dans une seule direction à un moment donné;

Lutter contre le maintien d'un service de l'arrière encombrant, et nous prononcer pour la création d'un service de l'arrière léger;

Lutter contre la centralisation absolue du commandement et nous prononcer pour une centralisation relative du commandement;

Lutter contre le point de vue purement militaire et la mentalité de "hors-la-loi" et reconnaître que l'Armée rouge joue le rôle de propagandiste et d'organisateur de la révolution chinoise;

Lutter contre le banditisme, et nous prononcer pour une stricte discipline politique;

Lutter contre les tendances militaristes et nous prononcer à la fois pour la démocratie, dans certaines limites, au sein de l'armée et pour une discipline militaire fondée sur l'autorité;

Lutter contre une politique incorrecte, sectaire, en ce qui concerne le problème des cadres et nous prononcer pour une politique juste dans ce domaine;

Lutter contre la politique d'auto-isolement et reconnaître la nécessité de gagner à nous tous les alliés possibles;

Lutter contre ceux qui voudraient que l'Armée rouge en reste à son ancien stade de développement et lutter pour qu'elle passe à un nouveau stade.

INITIATIVE, SOUPLESSE ET PLAN DANS LA CONDUITE :

- **DES OPERATIONS OFFENSIVES AU COURS DUNE GUERRE DEFENSIVE,**
- **DES OPERATIONS DE DECISION RAPIDE AU COURS DUNE GUERRE DE LONGUE DUREE**
- **ET DES OPERATIONS A L'EXTERIEUR DES LIGNES AU COURS DE LA GUERRE A L'INTERIEUR DES LIGNES**

Ce chapitre se subdivise en quatre parties:

1) la liaison entre la défensive et l'offensive, entre la guerre de longue durée et les opérations de décision rapide, entre les opérations à l'intérieur des lignes et les opérations à l'extérieur des lignes;

2) l'initiative dans toute action militaire;

3) la souplesse dans l'utilisation des forces;

4) l'établissement d'un plan pour chaque opération.(...) Dans la mesure où le Japon est un pays puissant et mène l'offensive, et où nous-mêmes sommes un pays faible et sommes sur la défensive, l'ensemble de la Guerre de Résistance se définit du point de vue stratégique comme une guerre défensive et de longue durée.(...)

COORDINATION AVEC LA GUERRE REGULIERE

Le deuxième problème stratégique de la guerre de partisan concerne la coordination de celle-ci avec la guerre régulière. Il s'agit de mettre en lumière le lien entre les opérations de partisans et les opérations régulières, en partant du caractère des opérations concrètes des partisans. Pour frapper l'ennemi avec efficacité, il est important de comprendre ce lien.

Il y a trois sortes de coordination entre la guerre de partisans et la guerre régulière : en stratégie, dans les campagnes et dans les combats.

Prise dans son ensemble, la guerre de partisans a l'arrière de l'ennemi, dont le rôle est d'affaiblir ce dernier, de fixer ses forces et d'entraver ses communications, et qui apporte, dans tout le pays, son soutien moral aux troupes régulières et au peuple tout entier, etc. est en coordination stratégique avec la guerre régulière.

CREATION DE BASES D'APPUI

Le troisième problème stratégique de la guerre de partisans contre le Japon concerne la création de bases d'appui. Leur nécessité et leur importance découlent de la longue durée et du caractère acharné de la guerre. Jusqu'au moment où la contre-offensive stratégique à l'échelle nationale permettra de récupérer tous les territoires perdus, le front ennemi pénétrera profondément dans la partie centrale de notre pays, le coupera en deux, et près de la moitié, voire la plus grande partie de notre territoire sera entre les mains de l'ennemi et deviendra son arrière. Nous devons développer la guerre de partisans sur l'ensemble de ce vaste territoire occupé et transformer en front de combat les arrières de l'ennemi, de façon qu'il soit obligé de se battre constamment sur tout le territoire qu'il aura occupé. Tant que nous n'aurons pas commencé notre contre-offensive stratégique, tant que nous n'aurons pas repris les territoires perdus, nous devons poursuivre avec tenacité la guerre de partisans à l'arrière de l'ennemi. Bien qu'il ne soit pas possible de déterminer avec précision combien de temps durera cette période, il est certain qu'elle sera longue. Cela signifie que notre guerre sera une guerre de longue durée. En même temps, l'ennemi, s'efforçant de sauvegarder ses intérêts dans les territoires occupés, intensifiera nécessairement chaque jour sa lutte contre les partisans, les soumettant à sa répression féroce, surtout lorsque son offensive stratégique aura pris fin. Ainsi, la guerre sera non seulement longue mais encore acharnée et, sans bases d'appui, il ne sera pas possible de soutenir longtemps la guerre de partisans à l'arrière de l'ennemi.

TYPES DE BASES D'APPUI

Les bases d'appui dans la guerre de partisans anti-japonaise sont principalement de trois types : bases d'appui dans les montagnes, bases d'appui dans les plaines, bases d'appui dans les régions de rivières, lacs et estuaires.

DEFENSE STRATEGIQUE ET ATTAQUE STRATEGIQUE DANS LA GUERRE DE PARTISANS

Le quatrième problème stratégique de la guerre de partisans concerne la défense stratégique et l'attaque stratégique. Il consiste à savoir comment, dans la guerre de partisans contre le Japon, appliquer concrètement, dans la défensive comme dans l'offensive, le principe des opérations offensives exposé ci-dessus à propos du premier problème.

Dans la défense stratégique et l'attaque stratégique (il serait plus juste de dire la contre-attaque stratégique) à l'échelle nationale s'inscrivent la défense stratégique et l'attaque stratégique réalisés à petite échelle dans la région de chaque base d'appui de partisans et autour d'elle. Dans le premier cas, il s'agit de la situation stratégique qui se crée lorsque l'ennemi attaque et que nous sommes sur la défensive, et de notre stratégie pour cette période. Dans le second cas, il s'agit de la situation stratégique qui se crée lorsque l'ennemi est sur la défensive et que nous attaquons, et de notre stratégie pour cette période.(...)

LA DEFENSE STRATEGIQUE DANS LA GUERRE DE PARTISANS

Lorsque la guerre de partisans aura commencé et atteint une certaine ampleur, et surtout lorsque l'ennemi aura mis fin à son offensive stratégique contre l'ensemble de notre pays et passe à la défense des territoires occupés, l'offensive de l'ennemi contre les bases d'appui de la guerre de partisans deviendra inéluctable. Il est indispensable de le comprendre, car dans le cas contraire les dirigeants de la guerre de partisans ne se tiendraient pas sur leurs gardes et,

face à une offensive sérieuse de l'ennemi, ils seraient saisis de panique et se feraient battre.(...)

L'ATTAQUE STRATEGIQUE DANS LA GUERRE DE PARTISANS

Après que l'attaque de l'ennemi a été brisée et avant qu'il n'en entreprenne une nouvelle, il y a une période où il se trouve sur la défensive stratégique et où nous passons à l'offensive stratégique.(...)

PASSAGE DE LA GUERRE DE PARTISANS A LA GUERRE DE MOUVEMENT

Le cinquième problème stratégique de la guerre de partisans contre le Japon est le passage de la guerre de partisans à la guerre de mouvement. La nécessité et la possibilité d'un tel passage découlent également de la longue durée et du caractère acharné de la guerre. En effet, si la Chine pouvait rapidement remporter la victoire sur les bandits japonais et recouvrer les territoires perdus et si, en conséquence, la guerre n'était pas longue et n'avait rien d'acharné, la transformation de la guerre de partisans en guerre de mouvement ne serait pas une nécessité. Mais comme, au contraire, la guerre se révèle longue et acharnée, on ne peut s'y adapter qu'à la condition de transformer la guerre de partisans en guerre de mouvement. Dans la mesure où la guerre est longue et acharnée, elle permettra aux détachements de partisans d'acquérir la trempe nécessaire et de se transformer peu à peu en unités régulières; en conséquence de quoi les formes de combat qu'ils utilisent se rapprocheront aussi, peu à peu, de celles des unités régulières, et la guerre de partisans se développera en guerre de mouvement. Les dirigeants de la guerre de partisans doivent voir clairement cette nécessité et cette possibilité, alors seulement ils pourront s'en tenir fermement à la ligne de la transformation de la guerre de partisans en guerre de mouvement et la mettre systématiquement en pratique.(...)

RAPPORTS DANS LE COMMANDEMENT

Le dernier problème stratégique de la guerre de partisans contre le Japon porte sur les rapports dans le commandement. Sa solution correcte est l'une des conditions nécessaires pour développer avec succès la guerre de partisans.

Comme les détachements de partisans sont la forme inférieure d'organisation de forces armées et que leur caractéristique est l'éparpillement des opérations, la guerre de partisans ne permet pas le commandement hautement centralisé propre à la guerre régulière. Si l'on tente de transposer dans la guerre de partisans les méthodes de commandement de la guerre régulière, on restreindra inévitablement la grande mobilité de la guerre de partisans, et celle-ci perdra son dynamisme. Le haut degré de centralisation du commandement est en contradiction directe avec cette grande mobilité.(...)

LES TROIS ETAPES DE LA GUERRE PROLONGEE

Etant donné que la guerre sino-japonaise sera une guerre de longue durée et que la victoire finale reviendra à la Chine, on peut logiquement prévoir que cette guerre prolongée traversera trois étapes au cours de son développement. La première sera l'étape de l'offensive stratégique de l'ennemi et de notre défensive stratégique; la deuxième, l'étape de la consolidation stratégique des positions de l'ennemi et de notre préparation à la contre-offensive; la troisième, l'étape de notre contre-offensive stratégique et de la retraite stratégique de l'ennemi. Il est impossible de prévoir quelle sera la situation concrète à chacune de ces trois étapes; mais, à en juger par les conditions actuelles, il est possible d'indiquer quelques tendances fondamentales

du développement de la guerre. La réalité objective sera exceptionnellement riche en événements et suivra un cours sinueux, et aucun d'entre nous n'est à même d'établir "l'horoscope" de la guerre sino-japonaise, mais la direction stratégique de la guerre exige que soient définies les lignes essentielles des tendances de son développement. C'est pourquoi, bien que ces lignes ne puissent concorder entièrement avec les événements ultérieurs qui permettront de les rectifier, il n'en reste par, moins nécessaire de les tracer, dans l'intérêt d'une direction stratégique ferme et bien définie de cette guerre prolongée.(...)

De cette guerre longue et acharnée le peuple chinois sortira fortement trempé. Les différents partis politiques qui prennent part à la guerre se tremperont aussi et seront mis à l'épreuve. Il faut maintenir fermement le front uni; sans maintenir fermement le front uni on ne peut poursuivre la guerre avec résolution; sans maintenir fermement le front uni et sans poursuivre la guerre avec ténacité, on ne peut remporter la victoire finale. Ainsi seulement nous saurons surmonter toutes les difficultés. Après avoir parcouru le chemin difficile de la guerre, nous déboucherons sur la route de la victoire. C'est la logique même de la guerre.(...)

LA GUERRE DE MOUVEMENT, LA GUERRE DE PARTISANS ET LA GUERRE DE POSITION

(...) Nous sommes pour une guerre de mouvement qui consiste à poursuivre des opérations offensives de décision rapide à l'extérieur des lignes dans les campagnes et les combats; une telle guerre comprend aussi la guerre de position limitée à un rôle auxiliaire, "la défense mobile" et la retraite sans lesquelles il est impossible de faire une guerre de mouvement dans la pleine acception du terme. On peut dire de la mentalité du risque-tout qu'elle est une myopie militaire. L'origine en est, le plus souvent, la crainte de perdre des territoires. Ces "risque-tout" ne comprennent pas que l'une des particularités de la guerre de mouvement est sa mobilité, qui admet et exige qu'une armée de campagne avance ou recule à grande étapes. Sur le plan positif, pour placer l'ennemi dans des conditions défavorables et nous mettre nous-mêmes dans des conditions favorables, il est souvent nécessaire que l'ennemi soit en mouvement et que nous nous assurions toute une série d'avantages, par exemple : un terrain favorable, une situation qui rend l'ennemi vulnérable, une population prête à empêcher les informations de filtrer dans le camp adverse, la fatigue de l'ennemi, sa surprise devant nos coups. Ainsi, il faut donc que l'ennemi avance et nous ne devrions pas regretter la perte temporaire d'une partie de notre territoire, puisqu'elle est le prix que nous payons pour conserver définitivement tout notre territoire ou recouvrer les territoires perdus. Sur le plan négatif, chaque fois que nous sommes réduits à une position défavorable qui menace sérieusement l'intégrité de nos forces, nous devons avoir le courage de nous replier pour conserver nos forces et porter de nouveaux coups à l'ennemi au moment propice. Or, les "risquetout" ne comprennent pas cette vérité; se trouvant dans une situation manifestement défavorable, ils continuent à se battre pour chaque ville, pour chaque bout de territoire, il en résulte qu'ils perdent non seulement ville et territoire, mais qu'ils ne parviennent même pas à conserver leurs propres forces. Nous avons toujours été partisans "d'attirer l'adversaire loin dans l'intérieur de notre territoire", justement parce que c'est la politique militaire la plus efficace que puisse adopter une armée faible contre une armée forte au cours de la défense stratégique.

De toutes les formes d'opérations militaires dans la Guerre de Résistance, la guerre de mouvement est la forme principale et la guerre de partisans vient ensuite. Lorsque nous disons que, dans l'ensemble de la guerre, la guerre de mouvement est la forme principale et la guerre de partisans la forme auxiliaire, nous entendons que le sort de la guerre dépend

principalement des opérations régulières, et particulièrement de celles menées sous forme de guerre de mouvement, et que la guerre de partisans ne peut assumer la responsabilité principale dans la détermination de l'issue de la guerre. Mais cela ne veut pas dire que la guerre de partisans ne joue pas un rôle stratégique important dans la Guerre de Résistance. Dans cette guerre prise dans son ensemble, la guerre de partisans ne le cède en importance stratégique qu'à la guerre de mouvement, car il est impossible de vaincre l'ennemi sans s'appuyer sur les forces des partisans. Il en découle que nous avons pour tâche stratégique de transformer la guerre de partisans en guerre de mouvement. Au cours d'une guerre longue et acharnée, la guerre de partisans ne restera pas ce qu'elle est, mais s'élèvera jusqu'au niveau de la guerre de mouvement. Elle joue ainsi un double rôle stratégique : d'une part, elle aide aux succès des opérations régulières et d'autre part elle se transforme elle-même en guerre régulière.(...)

La Guerre de Résistance prendra, au cours de ses trois étapes stratégiques, les formes suivantes: Dans la première étape, la forme principale est la guerre de mouvement, les formes auxiliaires la guerre de partisans et la guerre de position. A la deuxième étape, la guerre de partisans prendra la première place, tandis que la guerre de mouvement et la guerre de position seront les formes auxiliaires. Dans la troisième étape, la guerre de mouvement redeviendra la forme principale, alors que la guerre de position et la guerre de partisans joueront un rôle auxiliaire. Mais, dans cette troisième étape, la guerre de mouvement ne sera plus faite seulement par les troupes régulières du début; elle sera pour une part et très probablement une part assez importante, assumée par d'anciens détachements de partisans qui auront alors atteint le niveau des troupes régulières. L'examen de ces trois étapes montre que, dans la Guerre de Résistance menée par la Chine, la guerre de partisans n'est aucunement une chose dont on puisse se passer. Au contraire, elle est appelée à y jouer un rôle grandiose, encore sans exemple dans l'histoire des guerres de l'humanité. C'est pourquoi il est absolument indispensable de prélever, sur notre armée régulière de plusieurs millions d'hommes, au moins quelques centaines de milliers d'hommes et de les répartir sur tous les territoires occupés par l'ennemi, où ils appelleront les masses à s'armer et entreprendront avec elles la guerre de partisans. Les troupes qui auront été détachées à cette fin devront assumer cette tâche sacrée en toute conscience; elles ne doivent pas penser qu'elles verront leur valeur diminuer parce qu'elles auront moins de grandes batailles à livrer et qu'elles ne pourront, pour un temps, faire figure de héros nationaux. De telles conceptions sont fausses. La guerre de partisans n'apporte pas des succès aussi rapides ni une gloire aussi éclatante que la guerre régulière, mais, comme dit le proverbe, "c'est dans un long voyage qu'on voit la force du coursier, et dans une longue épreuve le cœur de l'homme". Au cours d'une guerre longue et acharnée, la guerre de partisans apparaîtra dans toute sa puissance; elle n'est certes pas une entreprise ordinaire. De plus, en éparpillant ses forces, une armée régulière peut entreprendre une guerre de partisans, et en les rassemblant, une guerre de mouvement; ainsi opère la VIII^e Armée de Route. Le principe adopté par celle-ci est le suivant : "Faire essentiellement une guerre de partisans, sans se refuser à la guerre de mouvement lorsque les circonstances sont favorables". Ce principe est tout à fait juste, alors que les points de vue opposés sont erronés.

Dans l'état actuel de son équipement technique, la Chine ne peut pas, en général, pratiquer une guerre de position, qu'elle soit défensive ou offensive; c'est là d'ailleurs une des manifestations de notre faiblesse. De plus, l'ennemi profitera de l'étendue de notre territoire pour tourner nos ouvrages de défense. C'est pourquoi la guerre de position ne peut être considérée chez nous comme un moyen important, encore moins comme le moyen principal de faire la guerre. Cependant, au cours des première et deuxième étapes de la guerre, il est possible et nécessaire, dans le cadre d'une guerre de mouvement, de recourir sur le plan local

à la guerre de position, en tant que moyen auxiliaire dans les campagnes. La "défense mobile", de caractère semi-positionnel, qui consiste à opposer une résistance échelonnée afin d'épuiser l'ennemi et de gagner du temps, est à plus forte raison une partie indispensable de la guerre de mouvement. La Chine doit s'efforcer de doter son armée d'un équipement moderne, de façon à être pleinement en mesure, dans l'étape de la contre-offensive stratégique, d'exécuter ses attaques contre les positions fortifiées de l'ennemi. Il n'est pas douteux qu'à l'étape de la contre-offensive stratégique la guerre de position prendra de l'importance, car l'ennemi passera alors à la défense énergique de ses positions et, à moins de lancer contre elles de puissantes attaques en coordination avec les opérations de la guerre de mouvement, nous ne pourrions recouvrer les territoires perdus. Il n'en sera pas moins nécessaire, à la troisième étape, de tendre tous nos efforts pour conserver la guerre de mouvement comme forme principale de la guerre, parce que, dans une guerre de position sous la forme qu'elle a prise en Europe occidentale au cours de la seconde moitié de la Première guerre mondiale, l'art de conduire la guerre et le rôle actif de l'homme perdent en grande partie leur valeur. Il est donc tout naturel de "faire sortir la guerre des tranchées", puisqu'elle se déroule sur les vastes territoires de la Chine et que celle-ci continuera à être faiblement équipée pendant un temps assez long. Même dans la troisième étape, il est peu probable que nous puissions dépasser l'ennemi du point de vue de l'équipement technique, malgré les progrès qui auront été réalisés en Chine; nous serons donc amenés à développer à un haut degré la guerre de mouvement, sans laquelle la victoire finale nous échapperait. Ainsi, en Chine, la guerre de position ne sera la forme principale de la Guerre de Résistance à aucune de ses étapes, ce sont la guerre de mouvement et la guerre de partisans qui en seront les formes principales ou des formes importantes. L'art de la conduite de la guerre et le rôle actif de l'homme trouveront dans ces formes un vaste champ à leur développement : ce sera un bonheur dans notre malheur."

[Deux livres viennent de paraître aux Etats-Unis :

„The new emperors : China in the era of Mao and Deng” écrit par Harrison Salisbury (Little, Brown ed., 544 p.) et “The claws of the dragon: Kang Sheng” de John Byron et Robert Pack (Simon & Schuster ed. 560 p.).

A partir de documents irréfutables, de centaines d'entretiens, ces deux ouvrages font une description détaillée et au total hallucinante du chaos dans lequel Mao et consorts ont plongé la Chine et sur la folie meurtrière régnant dans leurs goulags; sans oublier des précisions pittoresques sur la corruption et des mœurs débauchées du Grand Timonier et de ses épigones -au point qu'une critique de ces ouvrages est intitulée “Sex, drugs and Mao Tsetung”... Ce qui prouve que les capacités militaires sont une chose et la vertu spartiate, une autre ... 1

La “Conférence internationale de soutien à la révolution islamique en Palestine” Téhéran, octobre 1991

Cette conférence à laquelle ont participé "des ministres, des parlementaires et des révolutionnaires venus de 60 pays", selon ses organisateurs, s'est tenue à Téhéran du 19 au 22 octobre 1991, une semaine avant que ne débute la conférence de Madrid sur la paix au Proche-orient. A l'abri de cette "couverture", s'est en réalité déroulée une réunion de groupes terroristes des plus dangereux : Fatah-Commandement révolutionnaire d'Abou Nidal; FPLP-Commandement général d'Ahmed Jibril, Fatah-Intifada d'Abou Moussa, pour les laïcs, Hizb-Allah du Liban, Hamas, Jihad islamique de Palestine, Hizb-Allah Palestine pour les islamistes. A la fin de cette conférence, un secrétariat permanent, plus réduit que le comité

exécutif, a été constitué pour assurer le suivi de l'action [voir, plus bas, le point 19 de la résolution finale]. Selon certaines sources libanaises et palestiniennes, un représentant du Fatah-CR d'Abou Nidal ferait partie de ce secrétariat, ce qui rend l'affaire plus inquiétante encore.

Le discours inaugural y a été prononcé par le président iranien Ali Akbar Hachemi Rafsanjani -présenté par certains comme un "modéré"-; les séances étant présidées par l'hodjatolislam Mehdi Karrubi, président du majlis. A l'ordre du jour: "les problèmes qu'affronte la révolution islamique en Palestine et le soutien à l'intifada", "l'aide pratique au peuple de Palestine et les moyens de bloquer l'afflux des juifs en Palestine". Au terme de quatre jours de débat, la conférence a décidé, sur proposition du "Guide de l'Oumma", l'ayatollah Ali Khamenei, successeur de l'imam Khomeini, de créer un "Fonds de soutien à l'intifada et à la révolution islamique en Palestine" [compte en dollars N2200, banque Melli, bureau central, avenue Ferdowsi, Téhéran]; elle a également adopté une résolution en 28 points, que voici dans son intégralité :

1°) La conférence considère que le problème palestinien est le plus important pour le monde musulman et invite les nations, les parlements et les Etats musulmans à conjuguer leurs efforts pour la réalisation des aspirations légitimes du peuple palestinien.

2°) La conférence définit le régime Sioniste comme une entité fictive et illégitime et considère son implantation au coeur de la terre islamique comme le produit d'un complot ourdi par le sionisme, l'arrogance mondiale et les ennemis de l'Islam contre les nations musulmanes et comme le tremplin régional de leurs projets néfastes.

3°) La conférence affirme avec force les droits historiques et la souveraineté indéniable du peuple de Palestine sur la totalité de la Palestine et appuie résolument la lutte du peuple palestinien pour la libération totale des terres occupées, l'élimination du sionisme et l'établissement d'un Etat palestinien souverain.

4°) La conférence condamne fermement les pratiques criminelles du régime raciste [israélien NDT] à Jérusalem [al-Qods al-Sharif dans le texte original, NDT], la destruction de reliques islamiques dans la mosquée al-Aqsa, lieu sanctissime pour les musulmans ou dans d'autres lieux saints, ainsi que les tentatives d'altérer l'identité et la démographie du peuple islamique de Palestine.

5°) La conférence considère l'unité de la résistance comme essentielle pour entraîner la victoire et invite les forces combattantes palestiniennes à renforcer encore leur unité.

6°) La conférence condamne la cruauté des traitements infligés par le régime sioniste aux résidents des territoires occupés et affirme le droit légitime des peuples opprimés de ces territoires à recourir à la lutte armée face aux forces d'occupation.

7°) La conférence exige la libération la plus rapide des prisonniers et des otages aux mains des forces d'occupation et condamne la prise en otage, l'expulsion et la déportation de résidents des territoires occupés par le régime sioniste.

8°) La conférence appelle les pays musulmans à constituer au sein de leurs forces armées des unités permanentes, pour les intégrer ensuite dans une armée de libération de Jérusalem, ainsi qu'à les maintenir en alerte et à les faire participer activement à la lutte contre l'ennemi

sioniste.

9°) La conférence condamne les agressions répétées du régime sioniste contre le Liban ainsi que les crimes perpétrés contre ce peuple; honorant la mémoire des martyrs de la résistance libanaise, elle apporte un appui sans failles a la lutte acharnée de ce peuple contre le régime sioniste.

10°) La conférence condamne l'alliance stratégique, politique, militaire et économique entre les Etats-Unis et le régime sioniste, comme facteur essentiel de la politique d'agression de ce dernier contre les pays musulmans et le peuple opprimé de Palestine. C'est pourquoi elle considère tout soutien a la politique des Etats-Unis dans la région comme une trahison de la cause palestinienne et des aspirations sacrées du peuple palestinien et des pays musulmans.

11°) Les participants condamnent les efforts américains conduisant a la soi-disant conférence de paix au Proche-orient, qui n'est qu'une reprise de Camp David et les considèrent comme un complot dont le succès sonnerait le glas de la révolution palestinienne. Ils en appellent aux pays musulmans et arabes, ainsi qu'aux forces révolutionnaires et islamiques pour qu'ils évitent ce piège fatal et rejettent toute conciliation qui conduirait à la reconnaissance du régime occupant al-Qods.

12°) La conférence déplore l'indifférence affichée par le Conseil de sécurité [des Nations-Unies, NDT] devant les atrocités et les agressions répétées, perpétrées par le régime sioniste à l'encontre de pays musulmans; ses violations répétées des lois internationales en Palestine occupée ou dans la région et l'approche discriminatoire et sélective du Conseil face à d'autres foyers de tension dans le monde. Elle considère cette approche [Celle des Nations-Unies, NDT] comme un parfait déni de la Charte de l'ONU et des droits de l'homme.

13°) La conférence condamne les efforts déployés par les Nations-Unies pour faire annuler la résolution 379 de son assemblée générale, en date de 1975, qui assimilait le sionisme au racisme. Elle réaffirme la validité de cette résolution et déplore cette manoeuvre de l'ONU, visant a renforcer la position du régime sioniste dans la communauté internationale et a le sortir de son isolement.

14°) La conférence tient le plan américain pour le Proche-Orient pour une tentative insidieuse d'affaiblir les forces militaires des Etats musulmans et de renforcer le potentiel agressif de l'entité sioniste; elle appelle tous les pays musulmans à renforcer les liens qui les unissent au sein de l'Oumma et à accroître la puissance défensive du monde musulman, face aux menaces grandissantes émanant de l'arrogance mondiale.

15°) La conférence condamne avec force la présence militaire massive des Etats-Unis dans la région, fort sensible, du Golfe Persique et toutes les modalités de collaboration visant à perpétrer cet état de fait; elle considère cette présence comme de nature à gêner les nations musulmanes de la région dans leurs tentatives de réaliser leurs aspirations et tout particulièrement de libérer la Palestine.

16°) La conférence considère l'afflux de Juifs, venus d'URSS ou d'ailleurs et leur établissement comme colons en Palestine, comme une entreprise condamnable visant à altérer la démographie et l'identité islamique de ce pays; elle exprime sa consternation devant le rôle que jouent les Etats-Unis dans cette néfaste entreprise et exhorte tous les gouvernements musulmans, toutes les forces révolutionnaires, islamiques et tous les hommes épris de liberté à

faire tout leur possible pour contrarier cette manoeuvre et exprimer leur désapprobation aux gouvernements qui s'en rendraient complices.

17°) Revenant sur des événements récents à l'échelle du globe, la conférence déplore la soumission de certains gouvernements à la volonté des États-Unis et l'établissement de relations diplomatiques entre ceux-là et l'ennemi sioniste; elle les avertit des conséquences dangereuses pour l'humanité des projets formés par les racistes-sionistes; elle considère toute forme de contacts et de rapprochement avec l'ennemi comme contraire aux intérêts et aux aspirations des nations du monde, notamment de celles qui sont musulmanes.

18°) Le régime sioniste ayant pour principal vecteur d'infiltration dans le monde l'aide qu'il prétend apporter, dans le domaine économique, aux pays dépourvus, la conférence appelle tous les pays musulmans à boycotter toutes les entreprises et institutions financières liées au sionisme.

19°) la conférence décide qu'un secrétariat permanent sera constitué pour assister le comité exécutif et qu'un poste de secrétaire général sera créé. Le secrétariat comprendra des parlementaires musulmans, des représentants de mouvements et des personnalités actives de la communauté musulmane. La conférence demande à ce que ce secrétariat s'installe à Téhéran. La mission de ce secrétariat sera de définir des procédures de fonctionnement et d'organisation pour que soient concrétisées et menées à bien les décisions adoptées par la conférence.

20°) La conférence souligne la nécessité de créer un comité permanent des parlements musulmans aux fins de concerter les efforts matériels et spirituels qu'ils accomplissent en aide à la cause palestinienne; ce comité agissant en concertation avec le secrétariat permanent institué au point 19.

21°) La conférence demande aux parlements musulmans de voter et ratifier des lois garantissant les droits des palestiniens résidant sur leur sol, et assurant leur dignité.

22°) La nécessité d'un Jihad total contre le régime sioniste, la responsabilité qui pèse sur les parlements musulmans pour ce qui est de la victoire de la cause palestinienne, nécessitent l'établissement d'un fonds de soutien à l'intifada, alimenté chaque année par les gouvernements musulmans.

23°) La conférence souligne donc la nécessité d'établir un Fonds islamique pour la Palestine nourri des aides des gouvernements et des peuples musulmans, qui aura pour fonction d'aider le peuple opprimé de Palestine et de soutenir l'intifada.

24°) La conférence appelle tout, les hommes de lettre, poètes, écrivains intellectuels et artistes de l'oumma à faire leur possible pour mener un Jihad culturel d'aide à l'intifada et à la cause palestinienne.

25°) Pour faire entendre la voix de la nation palestinienne opprimée et coordonner le travail des médias musulmans concernant la cause palestinienne, la conférence souligne la nécessité de rencontres régulières des organes de presse de ces pays sous l'égide de la "Conférence des médias islamiques soutenant la cause palestinienne".

26°) la conférence honore la mémoire du grand dirigeant défunt de la révolution islamique,

l'Imam Khomeini, -sur lui la paix et la bénédiction de Dieu - rappelle avec émotion son soutien sans failles à la cause palestinienne et s'engage à poursuivre son initiative de faire du dernier vendredi de Ramadan le "Jour de Jérusalem". Eue demande avec force que soient organisées ce jour là des cérémonies de nature à enflammer les masses musulmanes en faveur de la cause palestinienne.

27°) La conférence demande au secrétariat permanent de prendre les mesures nécessaires pour que soient concrétisées les résolutions prises ci-dessus et pour rendre compte de leur suivi à sa prochaine session.

28°) Les participants expriment leur gratitude au guide de la révolution islamique, l'ayatollah seyyed Ali Khamene'i, pour l'attention qu'il a porté à leurs travaux et pour ses précieux conseils sur la question palestinienne; ils demandent à ce que sa déclaration du 17 octobre soit considérée comme l'un des documents officiels de la conférence.

La "Troisième conférence internationale de soutien à l'Intifada islamique en Palestine" Beyrouth, décembre 1991

Une réunion de ce type se tient à Beyrouth, chaque année, depuis décembre 1988, à l'hôtel Carlton. Du 24 au 26 décembre 1991, toujours au Carlton, les groupes et personnalités suivants, palestiniens, libanais ou même iraniens, se sont réunis :

- Palestiniens, islamistes :

Mouvement de résistance islamique Hamas, cheikh seyyed Barakah,
Jihad islamique Beit-ul-Moqaddas (Jihad-Palestine), cheikh Abdulaziz Owdeh,
HizbAllah-Palestine, cheikh Ahmad Mouhanna .

- Palestiniens, laïcs

FPLP-Commandement Général,
Front populaire pour la libération de la Palestine, Said. Sayf,
Organisation des avant-gardes de la libération populaire, Sa'iqah
Parti communiste révolutionnaire palestinien,
Fatah-Commandement révolutionnaire, Mansour Hamdan, secrétaire général,
Front de lutte populaire palestinienne,
Front de libération de la Palestine,
Fatah-intifada, Said Moussa Muragha "Abou Moussa", secrétaire général.

- Libanais

HizbAllah du Liban, Abbas Moussavi, secrétaire général; Zouheir Kanj, membre du majlis as-shura,
Parti socialiste progressiste, Chazi al-Aridi, conseiller de Walid Joumblatt,
Ayatollah Mohamed Hussein FahdIaHah.

- Iraniens

Général de brigade Reza Askari, commandant les Gardiens de la révolution iraniens en

garnison à Baalbek,

Résolution finale, adoptée par tous les groupes palestiniens présents :

1°) Nous rejetons catégoriquement les plans de reddition qui nous sont proposés actuellement, considérons qu'ils n'engagent en rien notre peuple et travaillons à les faire échouer de la façon la plus totale.

2°) Nous enjoignons ceux qui ont participé à ses réunions, soi-disant au nom du peuple palestinien, de quitter ce complot et rejoindre les masses dans leur résistance.

3°) Nous affirmons l'unité du peuple palestinien et condamnons toute tentative de saper ses fondements. Nous en appelons aussi à toutes les forces islamiques et nationalistes pour qu'elles renforcent leur unité et amplifient leur lutte pour déjouer les complots.

4°) Nous affirmons la nécessité de poursuivre et de renforcer le boycott politique, économique et culturel de l'entité sioniste pour protéger les nations arabes et islamiques de ce cancer.

5°) Nous condamnons la démarche des Nations-Unies qui a conduit à l'annulation de la résolution qui faisait du sionisme une forme de racisme. Nous affirmons que cette annulation n'efface en rien la nature raciste du sionisme.

6°) Nous affirmons la nécessité d'amplifier la lutte armée dans les territoires occupés et à l'extérieur de ceux-ci, pour soutenir la sainte intifada.

7°) La confrontation avec les ennemis de nos peuples arabes et islamiques exige une coopération accrue entre les forces, tendances et régimes, nationalistes et islamiques qui rejettent la logique de la colonisation et de la reddition.

8°) Nous demandons aux gouvernements arabes de ne pas exercer de pressions sur les palestiniens qu'ils hébergent et de tout faire pour préserver leur honneur, leurs emplois et leurs demeures.

9°) Nous condamnons toutes les atteintes impérialistes aux forces et aux pays qui soutiennent et aident la lutte et le Jihad de notre peuple, comme la Jamahiriya libyenne.

10°) Nous nous élevons contre l'acheminement des colons envahisseurs sur la terre de Palestine et appelons à ce qu'il y soit mis fin par tous les moyens.

11°) Nous affirmons l'unité des forces nationalistes, pan-arabes et islamiques face à l'ennemi.

Vive la sainte intifada en Palestine, vive l'héroïque résistance islamique et nationaliste au Sud [du Liban, NDT] !

Signataires: Hamas, FPLP-CC, Jihad islamique de Palestine, FPLP, Sa'iqah, PCR, Fatah-CR, FLPP, HizbAllah-Palestine, FLP.

Proche-orient : les règles du Jeu : Extrait d'une interview de Nizamettin Tas,

Commandant militaire du PKK pour la région de Botan, au Kurdistan turc.

(Turkish daily news, 20 septembre 1991)

"Nous sommes installés au Liban depuis exactement dix ans. Bien que la Syrie contrôle plus ou moins le Liban, nous n'avons jamais vraiment négocié notre présence là-bas avec ses officiels, ou même noué d'alliance avec eux. Nous nous sommes contentés, comme à l'habitude, d'exploiter les rivalités et les contradictions entre Etats de la région, voilà tout. La Syrie revendique le Hatay [province d'Alexandrette; la plus méridionale de la Turquie, annexée par elle en 1939 et considérée par le régime syrien actuel comme une sorte d'Alsace-Lorraine; ce d'autant plus que les alaouites sont nombreux dans la région; NDT] et prétend être la grande puissance régionale. La Turquie aussi. D'où, la rivalité entre ces deux Etats. Plus le conflit tournant autour de l'eau [de l'Euphrate, NDT] et la vieille opposition entre nationalisme arabe et turc. Dans ces affaires, la Syrie a eu une position anti-impérialiste et des liens avec l'URSS; elle est engagée dans l'affaire palestinienne : de quoi susciter des tensions avec la Turquie. Nous avons été attentifs à ces données et les avons exploitées pour nous implanter au Liban. Nous n'avons pas noué d'alliance ferme avec la Syrie, ni même entretenu avec elle de relations suivies. Si cela avait été le cas, le régime syrien nous aurait soutenu activement au lieu, d'arrêter certains des nôtres ou, parfois, de s'opposer à nos plans. Oui, nous avons eu des problèmes de cet ordre avec les syriens et en aurons encore. Alors, sommes nous en désaccord avec la Syrie pour le moment ? N'ayant pas même d'accord précis avec elle, comment pourrions-nous le rompre, par conséquent ? Il y a toujours eu des problèmes entre nous, mais des intérêts communs aussi, ce qui explique le bout de chemin que nous avons fait ensemble. Tout cela est purement tactique : nous profitons des tensions et des conflits entre la Turquie et ses voisins; cela nous a plutôt bien réussi..."

Druz'es, suite... (cf notre dossier "Sociétés secrètes et terrorisme : ismaéliens, etc.", dans T&VP W2, août 1992)

En novembre 1991, Mohamed Abou Chakra, "Cheikh al-Akl" (guide spirituel) de la communauté druze libanaise, est décédé. Fait sans précédent dans l'histoire de cette religion ésotérique et initiatique, son successeur, Bahjat Gaith, a donné un interview au "Middle-East Times"(3/11/91). Il y révèle que les Druzes sont au nombre de ±400 000 au Liban et un million dans le monde. Selon Gaith, les Druzes sont "des musulmans unitariens apparus avant même la lumière de l'Islam"... "La religion druze est la dernière de toutes, la synthèse et la quintessence des religions et croyances précédentes; elle renferme toutes les vérités et valeurs de ces dernières".

Lectures

Trop tard hélas pour en faire mention dans notre N°21, spécial "zones grises", nous avons reçu le N°3 de la revue "Cultures et conflits" sur le thème "Mafia, drogue et politique".

"Cultures et conflits" est publié par les éditions de l'Harmattan, 7 rue de l'Ecole Polytechnique à Paris V', sous l'autorité de Didier Bigo et Daniel Hermant, de l'Institut Français de

Polémologie.

On trouve dans ce numéro de décembre 1991 d'instructifs articles sur:

La structure organisationnelle de la Cosa Nostra en Sicile,
La Camorra napolitaine, ses liens avec la politique et la drogue,
Mafia et politique dans l'(ex) URSS,
Les réseaux de la drogue dans le triangle d'or,
La drogue au Pakistan, affaire d'Etat,
Guerre et drogue au Liban,
Sentier Lumineux, pouvoir paysan et production de Coca,
Drogue et politique au Panama,
Drogue et violence en Colombie.